



	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre 2001	Décembre 2002	Décembre 2003	valeur		pourcentage	
				(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
- Monnaie fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPI	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
Total M1	217 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M2 - M1	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
Comptes sur livrets	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
Comptes d'épargne-logement	-	368	760	368	392		106,6 %
Total M2				3 778	5,4 %	16,5 %	
M3 - M2				2 111	1,2 %	- 14,8 %	
Dépôts				5 144	- 1,9 %	- 14,8 %	



Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

N°137 - Statistiques au 31/12/2008



Wallis-et-Futuna

L'Institut d'émission d'outre-mer est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1^{er} janvier 1999 à 1.000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.
- Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).
- Il conduit une politique monétaire visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du refinancement, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.
- Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.
- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.
- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.
- De plus, l'IEOM assure en Nouvelle-Calédonie dans ses locaux, le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers depuis le 1^{er} avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

Sommaire

1. Synthèse	3
2. La masse monétaire et ses contreparties	8
2.1 La masse monétaire	8
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	8
2.3 La circulation fiduciaire	9
3. Les avoirs financiers des agents économiques	10
3.1 Les actifs par agent	10
Les avoirs des ménages	11
Les avoirs des sociétés	12
3.2 Les actifs par nature	13
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit	14
L'endettement des ménages	15
L'endettement des entreprises	16
L'endettement des collectivités locales	17
4.2 Les passifs des établissements locaux	18
5. Les engagements bancaires	19
5.1 Les risques sectoriels	19
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité	21
Indicateurs globaux	21
La vulnérabilité des ménages	22
La vulnérabilité des entreprises	23
6. Le financement des crédits bancaires	25
L'équilibre emplois-ressources	25
7. La monétique et les échanges de valeurs	25
7.1 La monétique	25
7.2 Les échanges de valeurs	26
8. Rappel des taux	27
8.1 Les taux d'intérêt légal	27
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	27
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)	27
8.4 Taux de l'usure	28
Annexes	29

1. Synthèse

Synthèse Internationale

L'actualité économique et financière internationale continue d'être très largement dominée par les effets de la crise financière qui s'étendent de manière croissante à la sphère économique. Une coordination internationale de gestion de la crise a été progressivement mise en oeuvre, que ce soit au sommet des chefs d'Etat du G20 à Washington en novembre 2008 ou lors du Conseil Ecofin dans le courant du mois de décembre. Parallèlement, des initiatives ont été très rapidement prises au niveau national par les gouvernements, pour relancer la croissance économique et endiguer la crise qui touche l'ensemble du secteur bancaire et financier.

Les plans de relance annoncés successivement témoignent de l'ampleur de cette crise. En France, le gouvernement a mis en place un vaste plan de financement de l'économie visant à soutenir l'octroi de crédits par l'apport de liquidités aux banques (via la création de la SFEF, Société de Financement de l'Economie Française) et le renforcement des fonds propres des banques (via la SPPE, Société de Prise de Participation de l'Etat). Par ailleurs, un plan de relance de l'économie a été annoncé courant décembre 2008 pour une enveloppe globale de 26 milliards d'euros. Dans le même esprit, l'Allemagne a adopté courant janvier 2009 un plan de relance de 50 milliards d'euros, précédant celui voté par le Congrès des Etats-Unis en février, pour un montant de 787 milliards de dollars, probablement assorti d'un vaste plan de sauvetage des banques américaines.

Dans ce contexte, les banques centrales ont poursuivi la politique de détente monétaire. La FED a annoncé en décembre 2008 une baisse historique de 100 points de base de son principal taux directeur, qui se situe désormais dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %. De son côté, la BCE a diminué à cinq reprises son taux de refinancement des opérations principales depuis le mois d'octobre 2008. Il s'établit à 1,50 % depuis le 11 mars 2009.

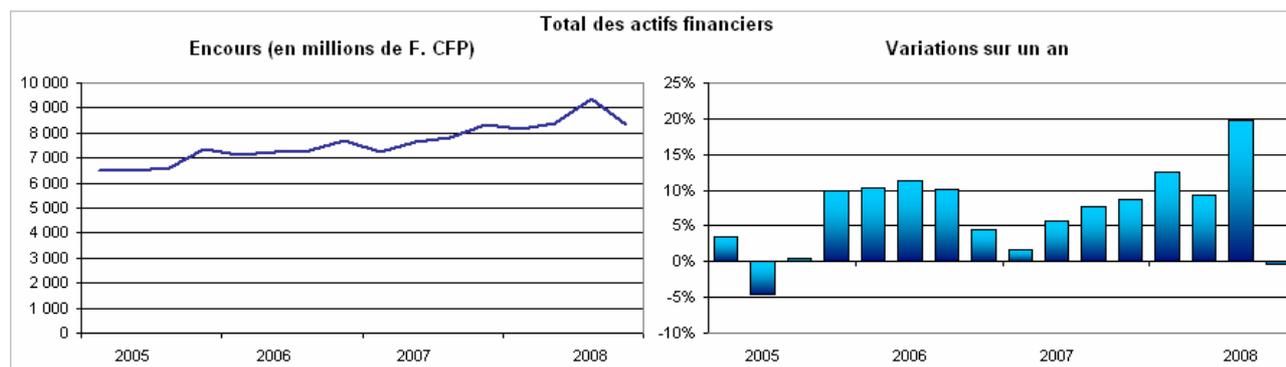
Face à cette conjoncture économique et financière dégradée, les indices boursiers internationaux continuent d'être orientés à la baisse, tout comme le prix du pétrole et le cours de l'ensemble des matières premières. A l'inverse, le taux de change euro dollar est demeuré relativement stable sur la fin de l'année 2008 et le début de l'année 2009, dans une fourchette située entre 1,2 et 1,4.

Conjoncture financière et bancaire

L'examen de la situation monétaire de Wallis et Futuna est basé sur l'analyse des données fournies par les établissements ayant un guichet sur le Territoire et qui sont donc soumis à déclaration auprès de l'IEOM. Pour les dépôts, sont concernés la banque locale et le Trésor Public. S'agissant des crédits, les montants des concours bancaires courants accordés hors zone d'émission ont fait l'objet d'une rectification depuis le Bulletin Trimestriel n°137. L'analyse a été affinée par la prise en compte des crédits déclarés par les banques Calédoniennes (SGCB, CEPNC, BCI, BNC, et BNPNC).

Des actifs financiers en recul sur le trimestre...

Au 31 décembre 2008, **l'encours global des actifs financiers** s'élève à 8 320 millions de F CFP, en baisse de 11,3 % sur le trimestre.



Par rapport au trimestre précédent, les dépôts à vue (2 645 millions de F CFP), les placements liquides ou à court terme (2 459 millions de F CFP) et l'épargne à long terme (3 215 millions de F CFP) se contractent respectivement de -5 %, -26,9 %, -0,6 %.

Par nature, ces actifs sont répartis de manière structurellement équilibrée entre les **dépôts à vue** (32 %), les **placements liquides ou à court terme** (30 %) et **l'épargne à long terme** (38 %).

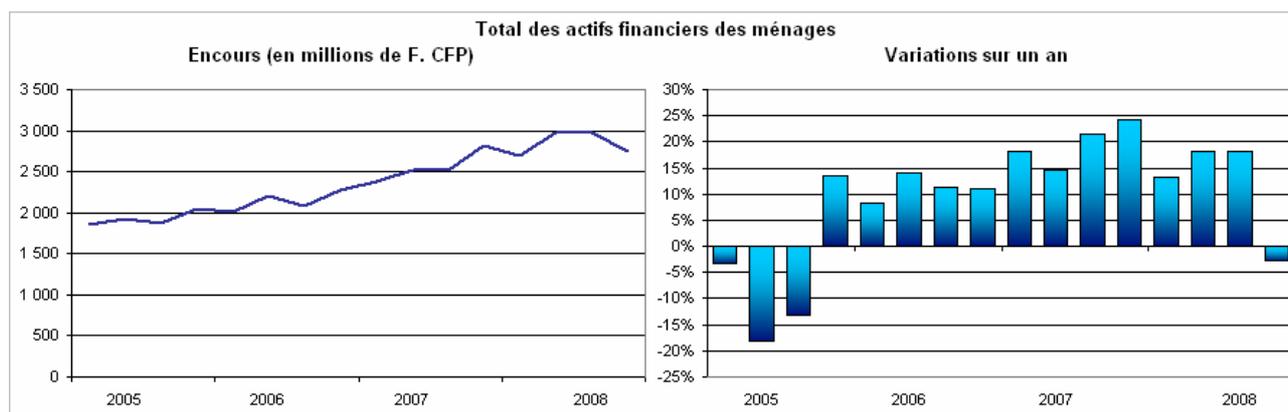
Répartis par agents économiques, les **autres agents** détiennent 46 % de ces actifs, les **ménages** en détenant 33 % et les **sociétés** 21 %.

Les dépôts à vue sont détenus à 49,8 % par les sociétés, à 42,6 % par les ménages et à 7,6 % par les autres agents. Les placements liquides ou à court terme sont détenus à 52,3 % par les autres agents, à 33,9 % par les ménages et à 13,8 % par les sociétés. Enfin, l'épargne à long terme demeure détenue principalement par les autres agents (72 %), à 24,2 % par les ménages dont 93,3 % représentant les contrats d'assurance-vie, et à 3,8 % par les sociétés.

Les actifs des **autres agents** (3 799 millions de F CFP) enregistrent une baisse de 18,8 % sur le trimestre à fin décembre 2008. Cette diminution de l'encours s'explique principalement par le retrait par la clientèle des placements indexés sur le taux du marché (-41%), mais également par une légère baisse des dépôts à vue (-1,7 %).

Conjoncture financière et bancaire

Pour leur part, les actifs des **ménages** (2 740 millions de F CFP) affichent un recul de 8,1 % à fin décembre 2008, en rythme trimestriel, en raison d'une diminution de 17 % des dépôts à vue.



Enfin, seuls les actifs des **sociétés** (1 781 millions de F CFP) enregistrent une hausse sur le trimestre (+3,4 %), sous l'effet d'un développement de leurs dépôts à vue (+7,7 %).

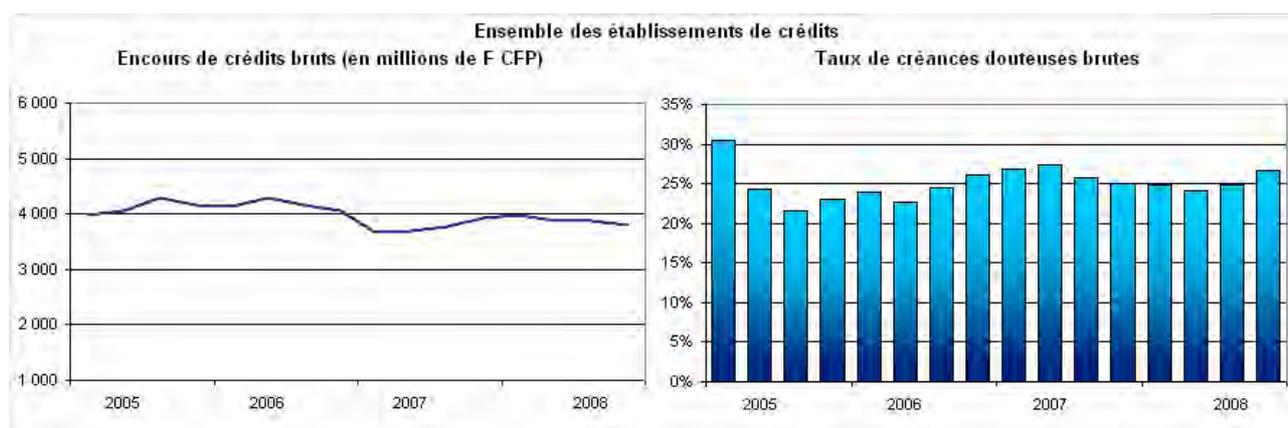
En **glissement annuel**, l'ensemble des actifs financiers reste relativement stable au 31 décembre 2008 (-0,3 %). Cette évolution masque de fortes disparités, en effet seule l'épargne à long terme a enregistré une baisse (-4,4 %) tandis que les placements liquides ou à court terme ont été orientés à la hausse (+ 4,4 %).

...et des concours bancaires orientés à la baisse ce trimestre.

Au 31 décembre 2008, le total des **passifs financiers**, tous établissements confondus, s'élève à 3,8 milliards de F CFP, en retrait de 1,9 % sur le trimestre. **L'encours sain** s'établit à 3,1 milliards de F CFP, en diminution de 3,2 % **par rapport au trimestre précédent**.

La baisse de l'encours sain des établissements de crédit est principalement caractérisée par la diminution des crédits d'investissement (-5,9 %) et d'exploitation (-17 %) accordés aux entreprises ainsi qu'aux collectivités locales (-4,9 %).

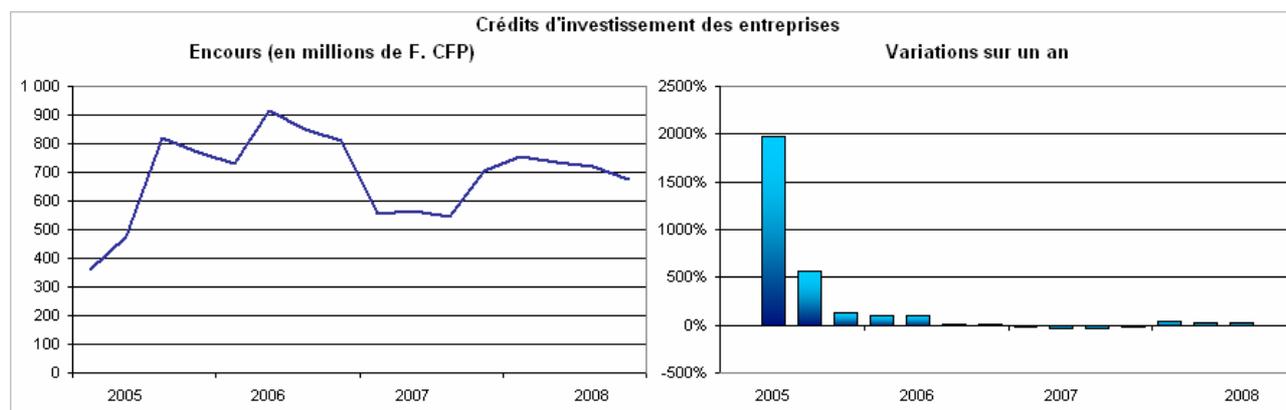
Par catégorie d'agents économiques, l'encours sain des entreprises, 29,1 % de l'encours global sain, diminue au quatrième trimestre 2008 (-8,3 %) à 864 millions de F CFP. L'encours des ménages, principaux bénéficiaires des concours octroyés dans la Collectivité (54,4 %) s'oriente à la baisse ce trimestre comme au trimestre précédent, -0,5 %, et les collectivités locales, stables au troisième trimestre 2008, affichent un recul de -4,9 % sur la période.



En **glissement annuel**, l'encours global brut des passifs financiers enregistre une baisse de 3,7 %.

Le montant global des créances douteuses brutes (717 millions de F CFP) diminue de 1,8 % sur un an. Le taux de créances douteuses brutes s'établit à 26,7 %, en baisse de 1,6 point par rapport à l'année précédente.

L'encours de crédit des **entreprises** diminue de 2,8 %, en raison d'une baisse des crédits d'investissement (-3,9 %) non compensée par la croissance des crédits d'exploitation (+15,5 %). Les autres crédits sont en repli de 31,2 % et les créances douteuses nettes des entreprises accusent une baisse de 31 %.



L'encours des **ménages** est orienté à la baisse (-3,4 %), en particulier sur les crédits à l'habitat (-11,4 %) et sur les autres crédits (-13,6 %). En revanche, la consommation des ménages est plutôt bien orientée, +2,5 % pour les crédits à la consommation. Pour leur part, les créances douteuses nettes des ménages enregistrent une hausse de 10,6 %.

L'encours des **collectivités locales** diminue de 9,7 % en un an. Ce ralentissement s'explique exclusivement par la baisse des crédits à l'équipement (-9,7 %).

Les passifs des établissements locaux : Plus de 1,4 milliard de F CFP, soit 31,8 % de l'encours global brut, sont consentis par des établissements de crédit locaux.

Au 31 décembre 2008, l'**encours brut octroyé par les établissements installés localement** accuse une baisse de 1,4 % en rythme trimestriel, tandis qu'il enregistre une augmentation de 2,8 % sur un an.

L'encours sain, 1 363 millions de F CFP, suit les mêmes tendances trimestrielle et annuelle que celles constatées pour l'encours brut.

La **baisse trimestrielle** résulte exclusivement de la diminution de crédits accordés aux **entreprises** (-13,7 %). Dans le détail, les crédits d'exploitation, les comptes ordinaires débiteurs, les crédits à l'équipement et les autres crédits enregistrent des baisses respectives de -17 %, -24,7 %, -6,3 %, et -10,4 %. A contrario, l'encours des **ménages**, représentant 79,4 % de l'encours sain, reste relativement stable sur le trimestre (+0,7 %).

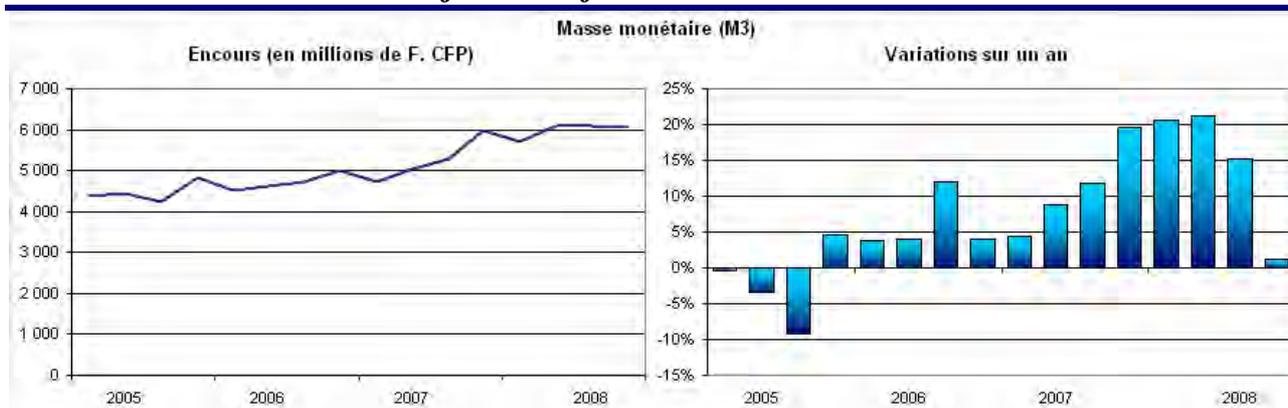
Sur un an, la croissance de l'encours sain s'explique par l'augmentation de +2,6 % des crédits de trésorerie, de +15,5 % des crédits d'exploitation et de +4,9 % des comptes ordinaires débiteurs.

Relative stabilité de la masse monétaire sur le trimestre et légère augmentation sur un an.

A fin décembre 2008, la **masse monétaire M3** reste relativement stable sur le trimestre à 6 064 millions de F CFP.

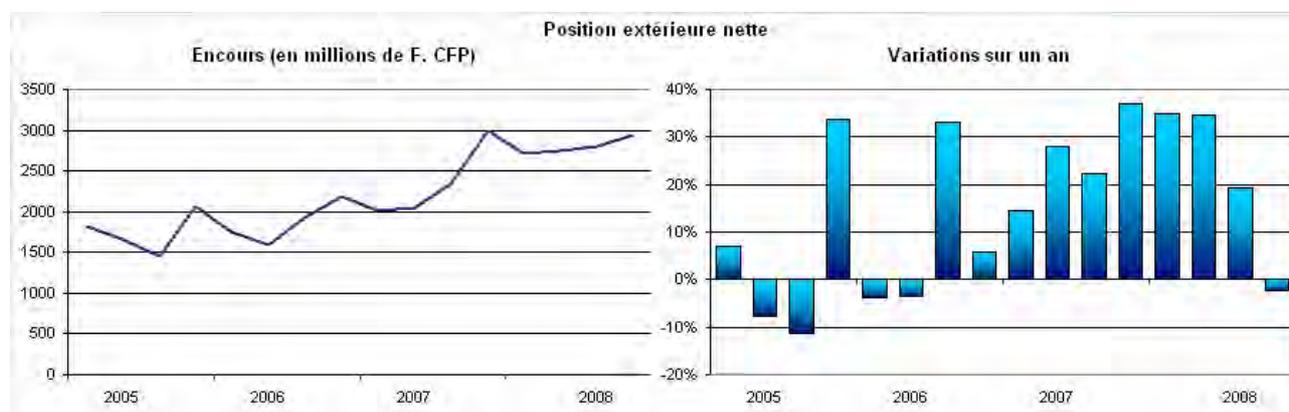
La croissance annuelle de M3 se poursuit à un rythme de 1,2 %, en raison des hausses respectives des dépôts à terme et de la circulation fiduciaire de +13,5 % et +5,9 %. A contrario, l'agrégat M2-M1, constitué exclusivement des comptes sur livrets, accuse une baisse de 8,8 % à 417 millions de F CFP au 31 décembre 2008. M3-M2 s'élève à 1.072 millions de F CFP ce trimestre, en hausse de 13,5 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Conjoncture financière et bancaire



La **position extérieure nette** se maintient à un niveau excédentaire et s'établit à 2 931 millions de F CFP à fin décembre 2008, en hausse de 4,5 % en rythme trimestriel. Cette croissance s'explique par une augmentation des avoirs hors zone d'émission des établissements de crédits locaux de +4,1 % à 3 176 millions de F CFP. A noter que les engagements hors zone d'émission enregistre une relative stabilité sur le trimestre (-0,5 %).

En **glissement annuel**, la position extérieure nette affiche un léger recul de 2,2 %, en raison d'une diminution de 1,9 % des avoirs hors zone d'émission des établissements de crédits locaux sur la période.



Des risques portant principalement sur les crédits à terme

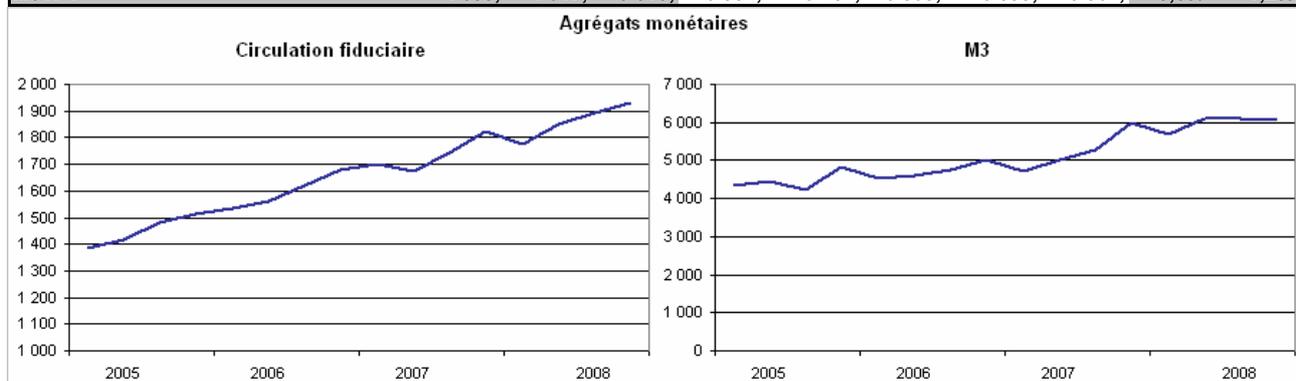
Le montant total des risques déclarés par les établissements de crédit (risques de crédit et engagements de hors bilan) est stable par rapport au trimestre précédent, à 3.823 milliards de F CFP. Les crédits à terme représentent 72 % de ces déclarations. Bien qu'enregistrant une progression de 70 % par rapport à l'an passé, les crédits court terme (hors crédits déclassés en douteux) ne représentent que 4 % de l'encours total. Les crédits douteux s'élèvent, en fin d'année, à 19 % du total déclaré.

Les particuliers représentent au 31 décembre 2008, 54 % de l'encours et 56 % des douteux, le secteur du commerce 13,8 % de l'encours et 33 % des douteux. Les secteurs des services et des services non marchands sont bien représentés avec respectivement 13,4 % et 13,1 % des déclarations, mais avec de faibles taux de créances douteuses (7 % et 0 %).

2. La masse monétaire et ses contreparties

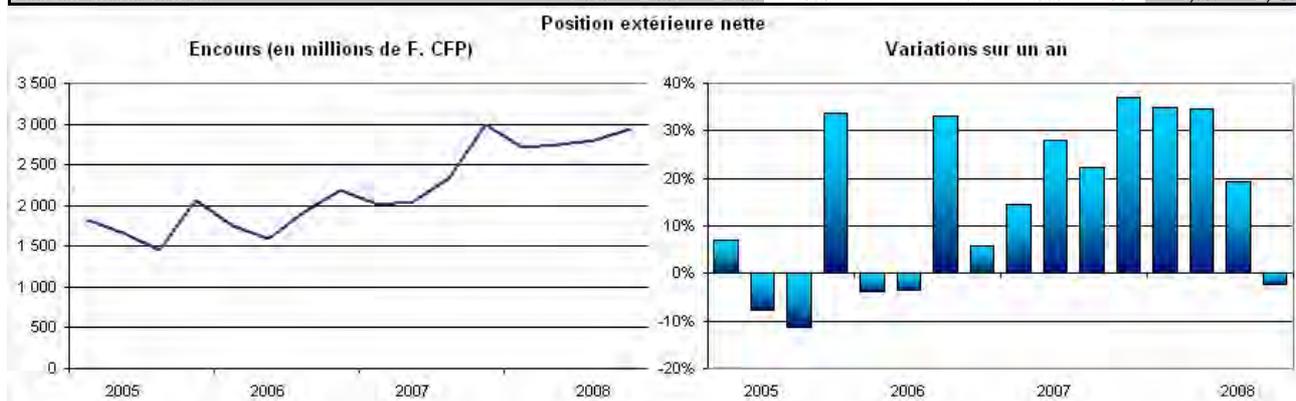
2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF								Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	1 371,	1 516,	1 679,	1 822,	1 773,	1 849,	1 894,	1 929,	1,8%	5,9%
<i>Billets</i>	1 372,	1 517,	1 680,	1 822,	1 773,	1 849,	1 893,	1 928,	1,8%	5,8%
<i>Pièces</i>	-2,	-1,	-1,	0,	0,	1,	1,	1,	33,9%	102,0%
Dépôts à vue	2 295,	2 485,	2 310,	2 769,	2 695,	2 828,	2 785,	2 645,	-5,0%	-4,4%
TOTAL M1	3 666,	4 000,	3 989,	4 591,	4 468,	4 678,	4 679,	4 574,	-2,2%	-0,4%
M2-M1	331,	335,	422,	458,	382,	388,	413,	417,	1,1%	-8,8%
Comptes sur livrets	331,	335,	422,	458,	382,	388,	413,	417,	1,1%	-8,8%
Comptes épargne logement	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
TOTAL M2	3 997,	4 336,	4 412,	5 049,	4 850,	5 065,	5 092,	4 992,	-2,0%	-1,1%
M3-M2	611,	482,	601,	945,	857,	1 023,	1 006,	1 072,	6,6%	13,5%
Dépôts à terme	607,	482,	601,	945,	857,	1 023,	1 006,	1 072,	6,6%	13,5%
Titres de créance négociables	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Bons de caisse	5,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Total M3	4 609,	4 817,	5 013,	5 994,	5 707,	6 089,	6 099,	6 064,	-0,6%	1,2%
P1										
Plans d'épargne logement										
Autres compte d'épargne à régime spécial										
M3+P1	4 609,	4 817,	5 013,	5 994,	5 707,	6 089,	6 099,	6 064,	-0,6%	1,2%



2.2 Les contreparties de la masse monétaire

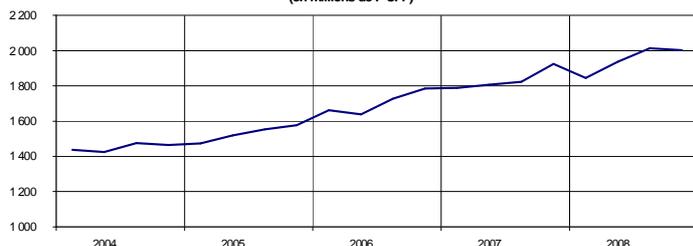
Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de F CFP								Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	3 688	4 500	5 174	6 208	5 856	5 932	4 958	5 937	19,7%	-4,4%
Institut d'émission	1 913	2 050	2 752	2 971	2 904	2 935	1 907	2 761	44,8%	-7,0%
Etablissements de crédit	1 775	2 451	2 422	3 238	2 952	2 997	3 051	3 176	4,1%	-1,9%
Créances du Trésor public	417	492	398	358	360	547	346	373	7,7%	4,3%
Concours sur ressources monétaires	560	-175	-560	-572	-509	-390	794	-246	-131,1%	-56,9%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 483	1 264	1 263	1 417	1 430	1 469	1 478	1 457	-1,4%	2,8%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	923	1 439	1 823	1 989	1 939	1 860	684	1 704	149,1%	-14,4%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	548	553	577	596	601	605	606	603	-0,6%	1,2%
Provisions sur créances douteuses	81	101	105	99	96	96	97	93	-3,6%	-5,4%
Engagements hors zone d'émission	230	384	236	241	240	245	246	245	-0,5%	1,4%
Epargne contractuelle	0	0	0	0	0	0	0	0		
Divers	64	401	904	1 053	1 002	914	-265	763	-387,3%	-27,6%
Total M3	4 665	4 817	5 013	5 994	5 707	6 089	6 099	6 064	-0,6%	1,2%
Position extérieure nette	1 545	2 067	2 186	2 996	2 711	2 752	2 805	2 931	4,5%	-2,2%



Conjoncture financière et bancaire

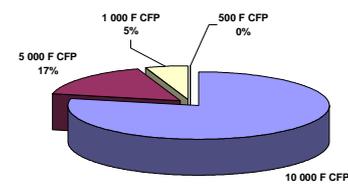
2.3 La circulation fiduciaire

Evolution trimestrielle de l'émission nette de billets en valeur
(en millions de F CFP)



Source: IEOM

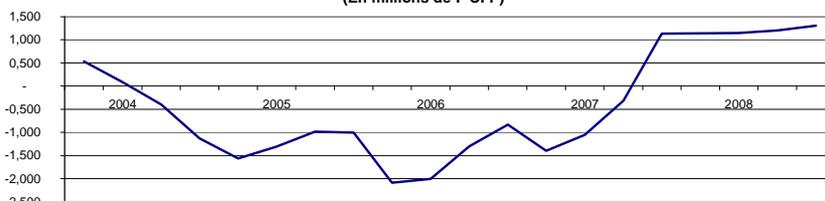
Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin septembre 2008



Source: IEUM

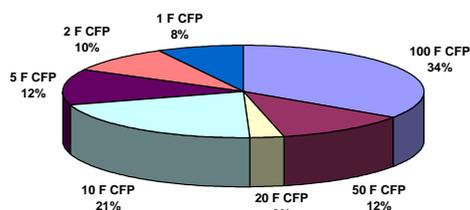
Emissions de billets	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc-03	déc-04	déc-05	déc-06	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	1 trim	1 an	
En nombre	248 962	247 147	256 207	289 570	327 439	309 729	327 015	343 094	329 074	-4,1%	0,5%	
10 000 F CFP	112 122	119 528	126 746	140 807	148 262	143 804	150 315	155 615	156 621	0,6%	5,6%	
5 000 F CFP	35 603	35 531	44 475	56 720	66 346	60 553	64 949	68 559	66 186	-3,5%	-0,2%	
1 000 F CFP	95 523	88 892	86 491	92 110	105 621	98 851	103 780	106 948	103 495	-3,2%	-2,0%	
500 F CFP	5 714	3 196	- 1 505	- 67	7 210	6 521	7 971	11 972	2 772	-76,8%	-61,6%	
En millions de F CFP	1 398	1 463	1 576	1 784	1 924	1 843	1 936	2 012	2 002	-0,5%	4,1%	
10 000 F CFP	1 121	1 195	1 267	1 408	1 483	1 438	1 503	1 556	1 566	0,6%	5,6%	
5 000 F CFP	178	178	222	284	332	303	325	343	331	-3,5%	-0,2%	
1 000 F CFP	96	89	86	92	106	99	104	107	103	-3,2%	-2,0%	
500 F CFP	3	2	- 1	- 0	4	3	4	6	1	-76,8%	-61,6%	

Evolution trimestrielle de l'émission nette de pièces en valeur
(En millions de F CFP)



Source: IEOM

Répartition par coupure de l'émission nette de pièces CFP à fin décembre 2008



Source: IEOM

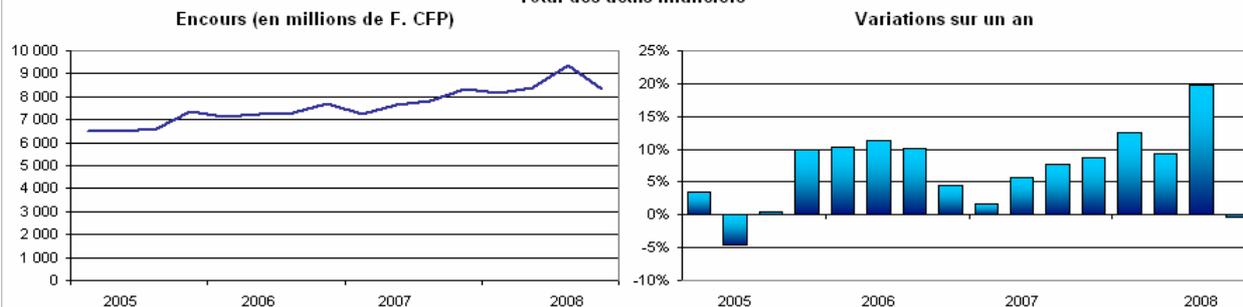
Emissions de pièces	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc-03	déc-04	déc-05	déc-06	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	1 trim	1 an	
En nombre	617 054	594 214	617 329	670 065	794 636	814 464	823 785	836 076	872 872	4,4%	9,8%	
100 F CFP	- 10 027	- 28 502	- 28 729	- 27 203	- 17 439	- 17 443	- 17 133	- 16 879	- 17 879	5,9%	2,5%	
50 F CFP	12 772	5 381	9 136	6 644	15 648	14 148	12 409	11 390	12 390	8,8%	-20,8%	
20 F CFP	- 1 378	- 9 365	- 14 160	- 18 159	- 11 155	- 10 907	- 10 157	- 9 405	- 7 405	-21,3%	-33,6%	
10 F CFP	65 262	64 269	65 271	76 268	94 768	98 267	99 267	103 767	108 767	4,8%	14,8%	
5 F CFP	62 877	60 871	65 268	78 468	107 263	112 856	118 856	121 657	128 455	5,6%	19,8%	
2 F CFP	181 262	188 276	194 265	208 773	229 277	234 270	235 270	237 272	246 271	3,8%	7,4%	
1 F CFP	306 286	313 284	326 278	345 274	376 274	383 273	385 273	388 274	402 273	3,6%	6,9%	
En millions de F CFP	1,244	- 1,132	- 1,005	- 0,833	1,134	1,144	1,147	1,202	1,308	8,8%	15,3%	
100 F CFP	- 1,003	- 2,850	- 2,873	- 2,720	- 1,744	- 1,744	- 1,713	- 1,688	- 1,788	5,9%	2,5%	
50 F CFP	0,639	0,269	0,457	0,332	0,782	0,707	0,620	0,570	0,620	8,8%	-20,8%	
20 F CFP	- 0,028	- 0,187	- 0,283	- 0,363	- 0,223	- 0,218	- 0,203	- 0,188	- 0,148	-21,3%	-33,6%	
10 F CFP	0,653	0,643	0,653	0,763	0,948	0,983	0,993	1,038	1,088	4,8%	14,8%	
5 F CFP	0,314	0,304	0,326	0,392	0,536	0,564	0,594	0,608	0,642	5,6%	19,8%	
2 F CFP	0,363	0,377	0,389	0,418	0,459	0,469	0,471	0,475	0,493	3,8%	7,4%	
1 F CFP	0,306	0,313	0,326	0,345	0,376	0,383	0,385	0,388	0,402	3,6%	6,9%	

3. Les avoirs financiers des agents économiques

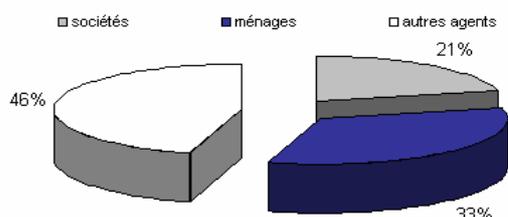
3.1 Les actifs par agent

Actifs par agent	Montants en millions de XPF								Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc.-08	1 trim	1 an
Sociétés	1 364	1 453	1 562	1 848	1 730	1 790	1 722	1 781	3,4%	-3,7%
Dépôts à vue	1 101	1 016	1 036	1 133	1 166	1 159	1 223	1 318	7,7%	16,3%
Placements liquides ou à court terme	195	207	336	542	403	485	364	340	-6,7%	-37,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	195	207	336	542	403	485	364	340	-6,7%	-37,3%
dont comptes à terme	140	207	336	542	398	475	359	331	-7,9%	-39,0%
dont OPCVM monétaires	55	0	0	0	5	10	5	9	83,3%	
dont certificats de dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0		
Epargne à long terme	68	230	190	173	160	146	135	123	-8,8%	-28,7%
dont OPCVM non monétaires	68	39	0	0	0	0	0	0		
Ménages	1 805	2 047	2 269	2 819	2 697	2 982	2 983	2 740	-8,1%	-2,8%
Dépôts à vue	1 035	1 292	1 104	1 443	1 277	1 408	1 358	1 128	-17,0%	-21,9%
Placements liquides ou à court terme	514	508	545	635	637	768	827	834	0,9%	31,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	312	317	406	444	370	373	400	405	1,5%	-8,6%
Livrets ordinaires	312	317	406	444	370	373	400	405	1,5%	-8,6%
Livrets A et bleus	0	0	0	0	0	0	0	0		
Livrets jeunes	0	0	0	0	0	0	0	0		
Livrets d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0		
CODEVI	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	202	191	139	191	268	395	427	429	0,4%	124,5%
dont comptes à terme	40	30	12	136	189	270	365	372	1,7%	172,9%
dont bons de caisse	5	0	0	0	0	0	0	0		
dont OPCVM monétaires	158	161	126	55	79	125	62	57	-7,7%	4,3%
Epargne à long terme	256	246	621	741	783	807	798	778	-2,5%	4,9%
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0		
Portefeuille-titres	49	46	24	20	17	14	15	8	-47,7%	-59,1%
OPCVM non monétaires	207	116	102	99	86	85	57	44	-21,9%	-55,6%
Contrats d'assurance-vie	0	83	495	622	681	708	726	726	0,0%	16,6%
Autres agents	3 520	3 853	3 852	3 679	3 740	3 604	4 678	3 799	-18,8%	3,3%
Dépôts à vue	160	176	169	192	252	261	203	200	-1,7%	4,3%
Placements liquides ou à court terme	1 483	1 300	1 306	1 184	1 185	1 196	2 172	1 285	-40,8%	8,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	19	18	16	14	12	15	13	12	-10,9%	-15,8%
Placements indexés sur les taux du marché	1 464	1 282	1 290	1 170	1 172	1 182	2 158	1 273	-41,0%	8,8%
dont comptes à terme	426	245	253	267	270	279	282	370	31,4%	38,7%
Epargne à long terme	1 877	2 376	2 376	2 303	2 303	2 147	2 303	2 314	0,5%	0,5%
TOTAL	6 689	7 352	7 684	8 346	8 167	8 377	9 384	8 320	-11,3%	-0,3%
Dépôts à vue	2 295	2 485	2 310	2 769	2 695	2 828	2 785	2 645	-5,0%	-4,4%
Placements liquides ou à court terme	2 192	2 015	2 187	2 361	2 225	2 449	3 363	2 459	-26,9%	4,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	331	335	422	458	382	388	413	417	1,1%	-8,8%
Placements indexés sur les taux du marché	1 861	1 680	1 765	1 903	1 843	2 061	2 950	2 042	-30,8%	7,3%
Epargne à long terme	2 201	2 852	3 187	3 217	3 247	3 100	3 236	3 215	-0,6%	-0,1%

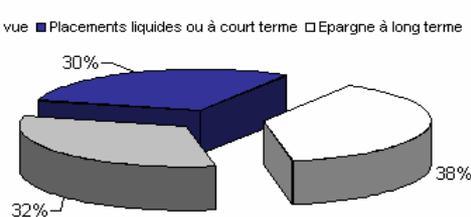
Total des actifs financiers



Répartition des actifs financiers par agent économique déc-08



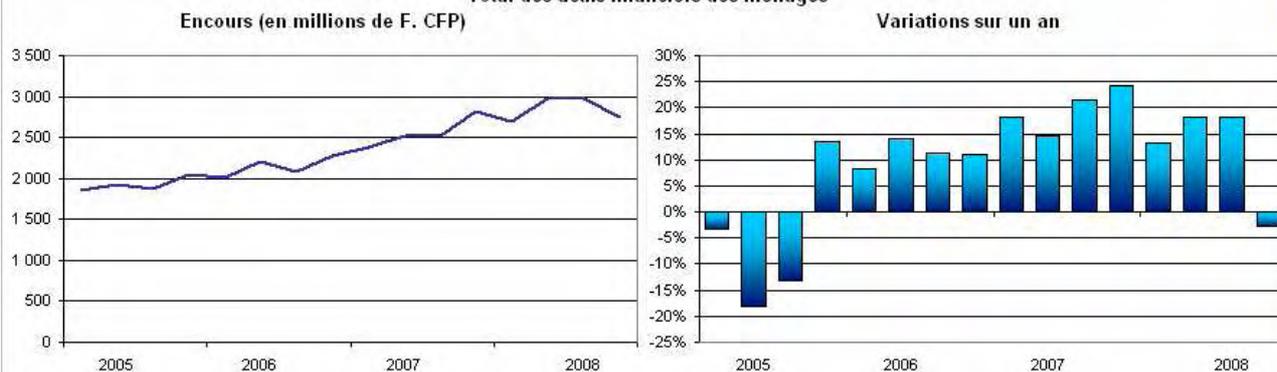
Répartition des actifs financiers par nature déc-08



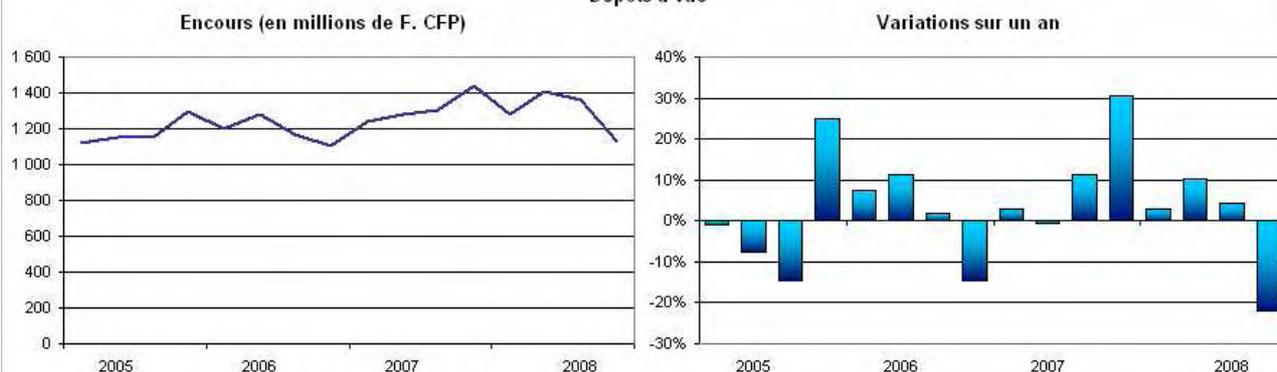
Conjoncture financière et bancaire

Les avoirs des ménages

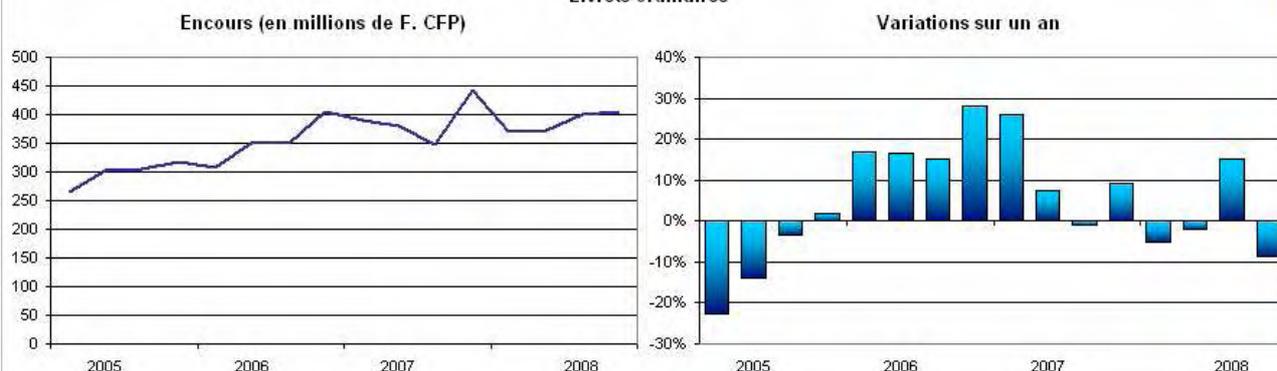
Total des actifs financiers des ménages



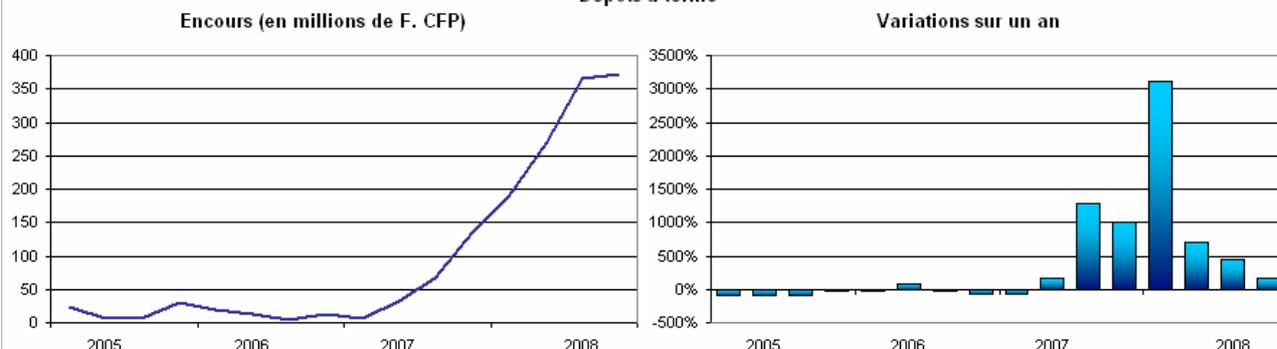
Dépôts à vue



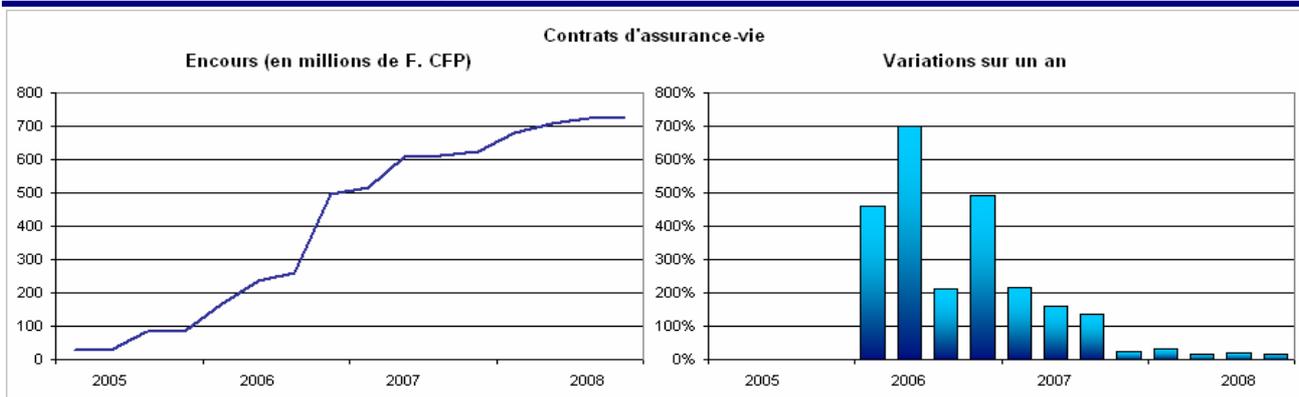
Livrets ordinaires



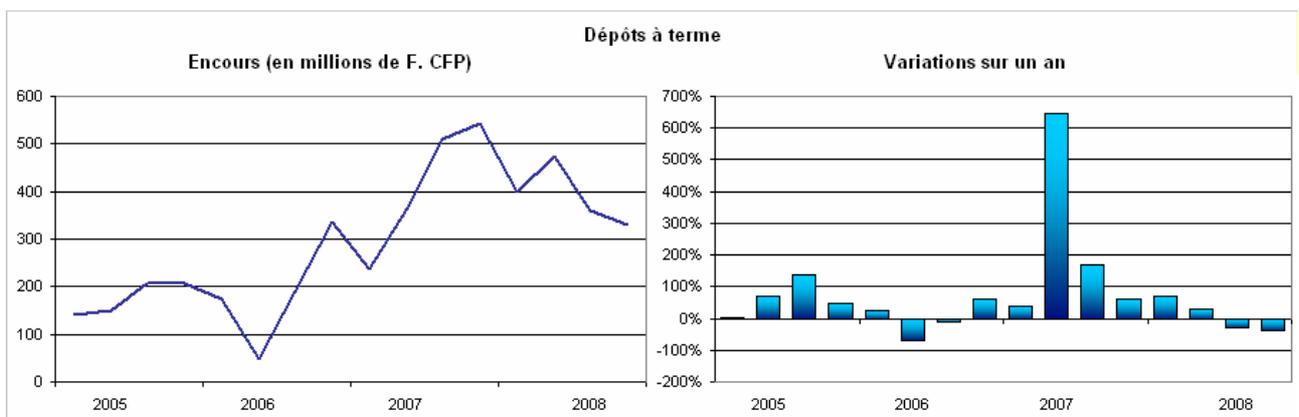
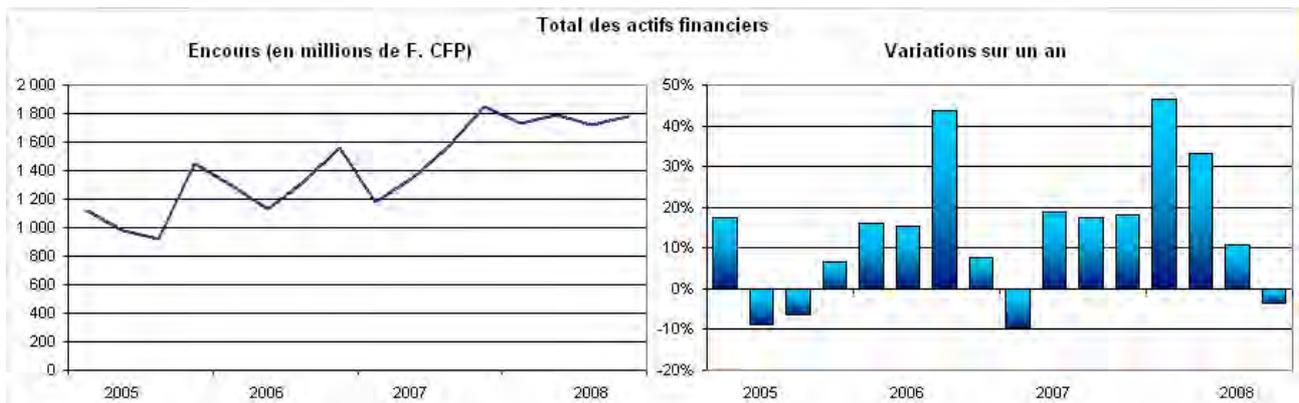
Dépôts à terme



Conjoncture financière et bancaire



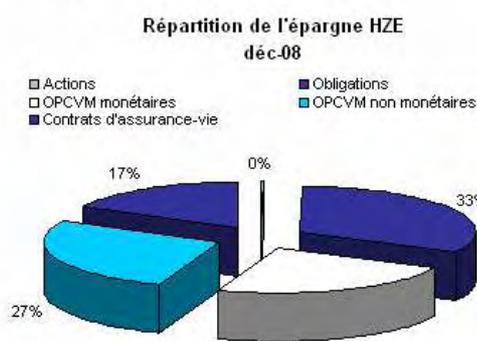
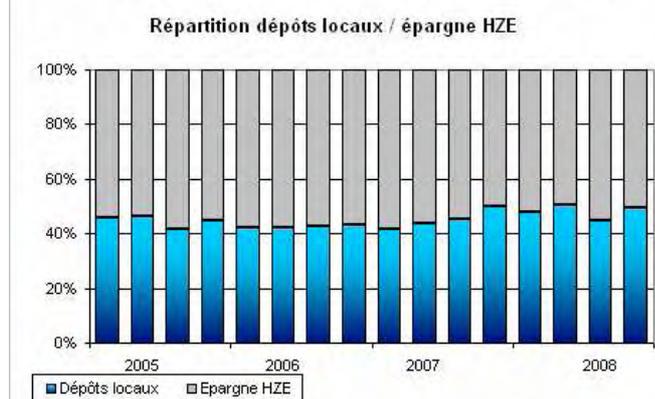
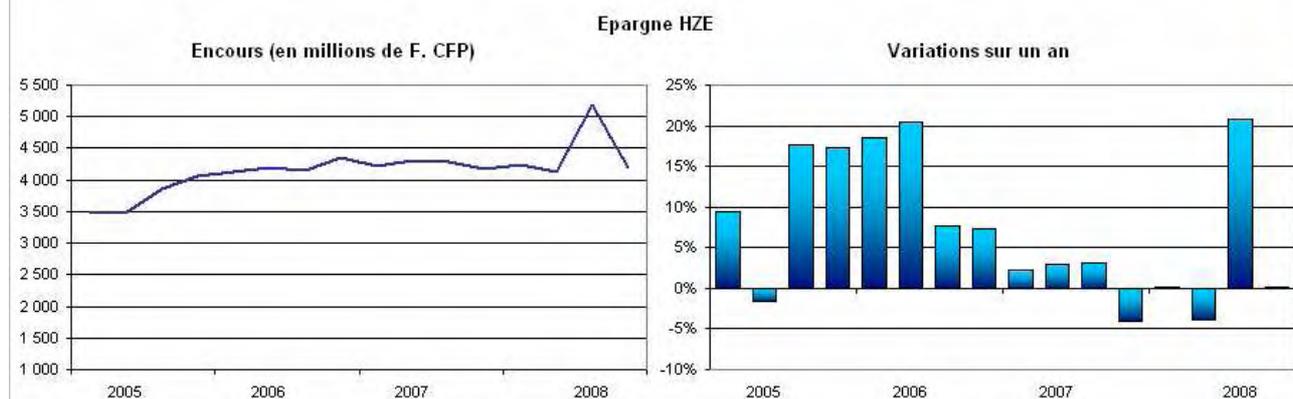
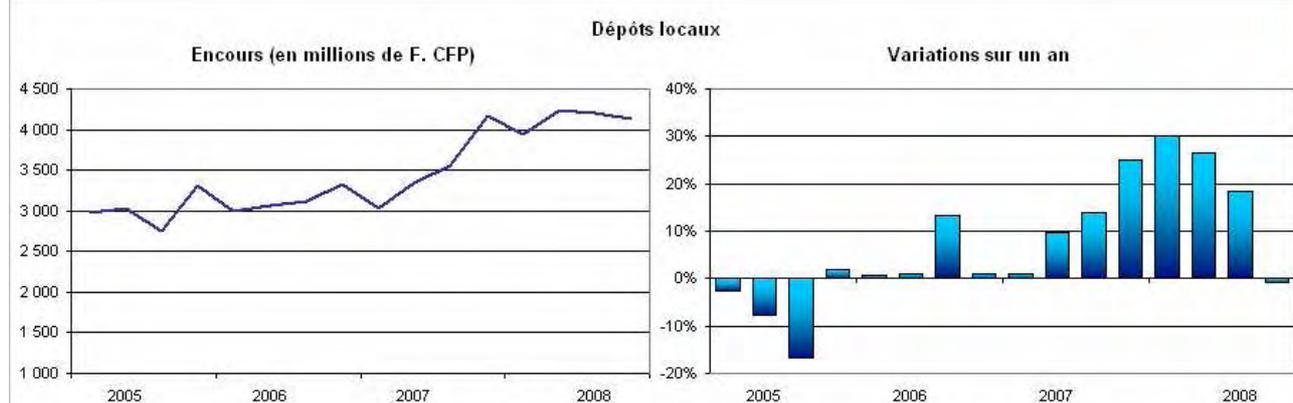
Les avoirs des sociétés



Conjoncture financière et bancaire

3.2 Les actifs par nature

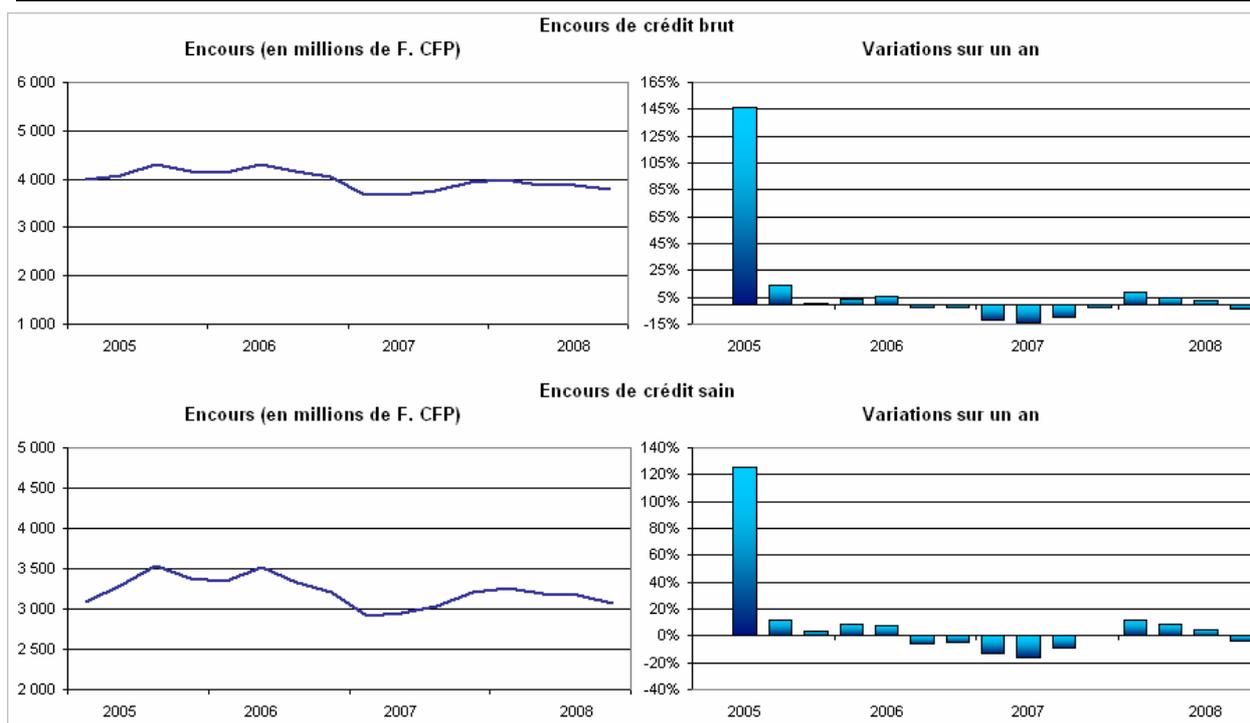
Actifs par nature	Montants en millions de XPF								Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an
Dépôts locaux	3 238	3 302	3 333	4 172	3 934	4 239	4 204	4 135	-1,6%	18,5%
Dépôts à vue	2 295	2 485	2 310	2 769	2 695	2 828	2 785	2 645	-5,0%	18,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	331	335	422	458	382	388	413	417	1,1%	14,2%
Livrets ordinaires	329	332	422	458	382	388	413	417	1,1%	14,2%
Livrets jeunes	0	0	0	0	0	0	0	0		
Livrets d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0		
CODEVI	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0		
Dépôts à terme	607	482	601	945	857	1 023	1 006	1 072	6,6%	20,4%
Bons de caisse	5	0	0	0	0	0	0	0		
Titres de créances négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Epargne HZE	3 451	4 051	4 350	4 175	4 233	4 138	5 179	4 185	-19,2%	20,8%
Livrets A et bleus	0	0	0	0	0	0	0	0		
Actions	18	20	24	20	17	14	15	8	-47,7%	-27,3%
Obligations	851	1 536	1 509	1 385	1 373	1 202	1 347	1 346	-0,1%	-10,1%
OPCVM monétaires	1 250	1 198	1 164	958	987	1 038	1 943	969	-50,1%	95,0%
OPCVM non monétaires	1 332	1 212	1 159	1 190	1 177	1 176	1 147	1 135	-1,1%	-1,1%
Contrats d'assurance-vie	0	83	495	622	681	708	726	726	0,0%	18,5%
TOTAL	6 689	7 352	7 684	8 346	8 167	8 377	9 384	8 320	-11,3%	19,7%



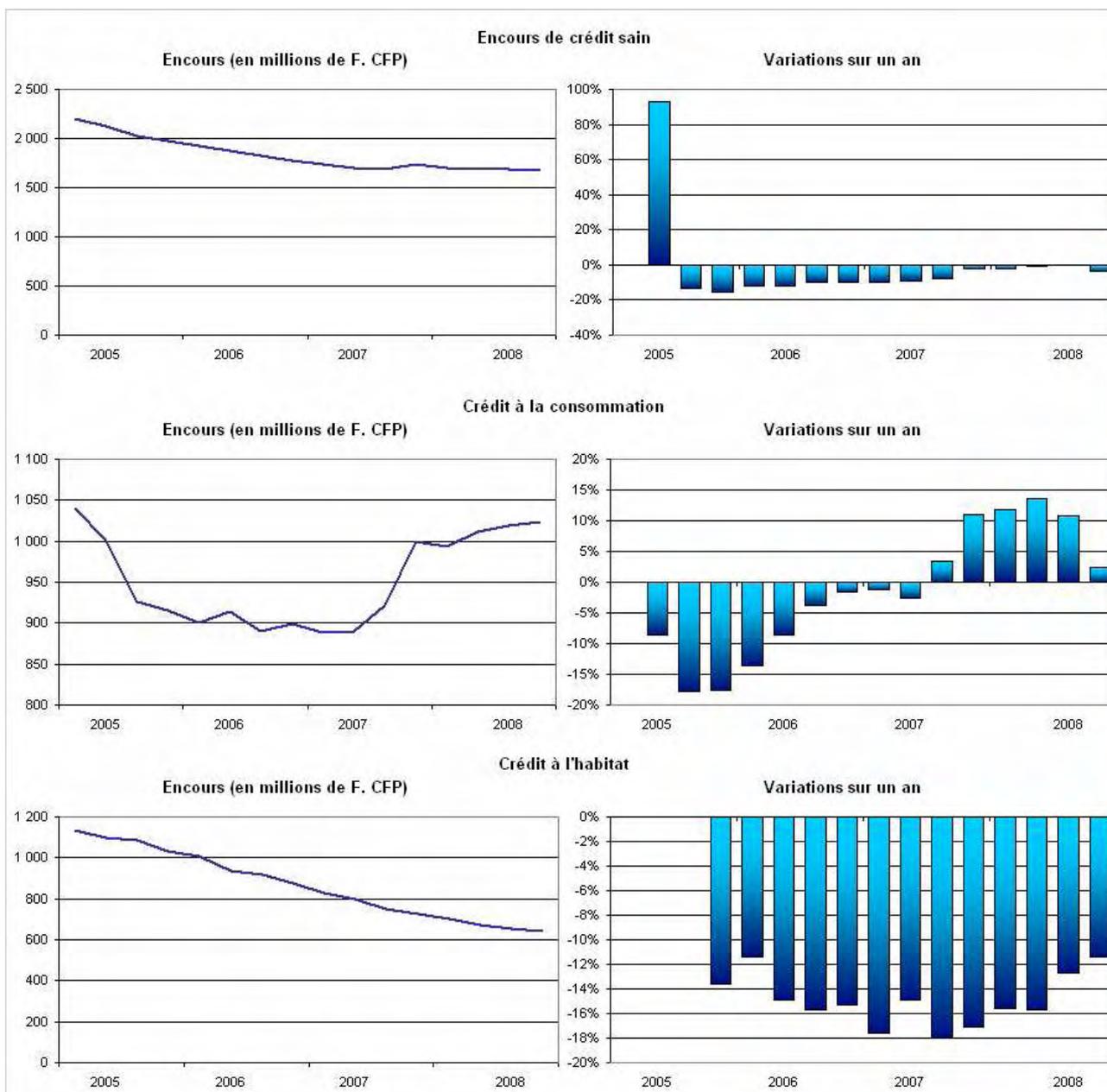
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit

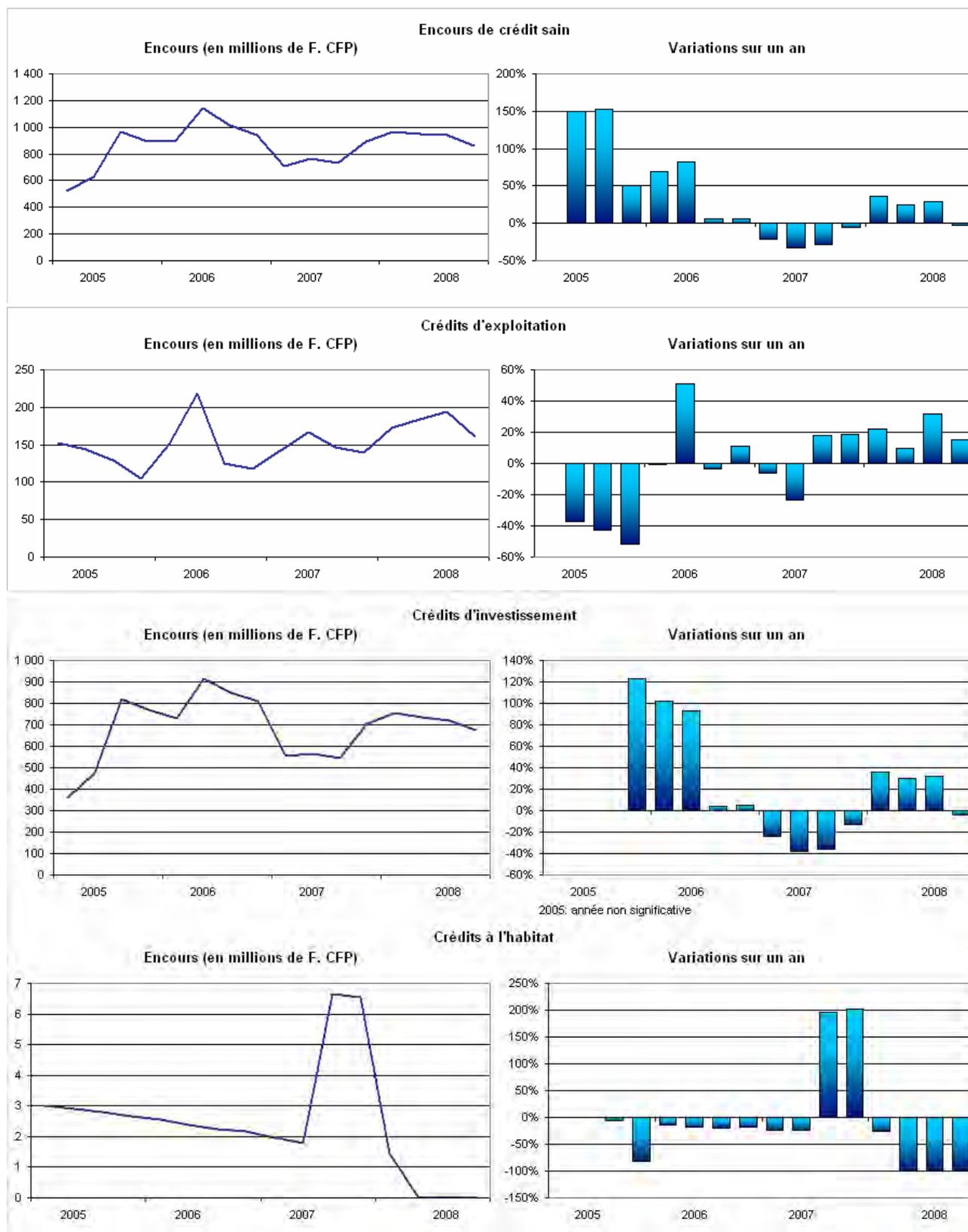
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de F CFP								Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-07	déc.-08	1 trim	1 an
Entreprises	588,	889,	943,	889,	966,	950,	943,	864,	-8,3%	-2,8%
Crédits d'exploitation	219,	105,	117,	139,	173,	184,	194,	161,	-17,0%	15,5%
Créances commerciales	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Crédits de trésorerie	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	15,		
dont entrepreneurs individuels	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Comptes ordinaires débiteurs	218,	105,	117,	139,	173,	184,	194,	146,	-24,7%	4,9%
Affecturage	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Crédits d'investissement	345,	769,	811,	704,	755,	733,	719,	676,	-5,9%	-3,9%
Crédits à l'équipement	345,	769,	811,	704,	755,	733,	719,	676,	-5,9%	-3,9%
dont entrepreneurs individuels	31,	44,	33,	34,	33,	31,	30,	28,	-5,8%	-19,1%
Crédit-bail	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Crédits à l'habitat	16,	3,	2,	7,	1,	0,	0,	0,		-100,0%
Autres crédits	9,	12,	13,	40,	37,	34,	30,	27,	-10,4%	-31,2%
Ménages	2 331,	1 969,	1 774,	1 732,	1 700,	1 690,	1 682,	1 673,	-0,5%	-3,4%
Crédits à la consommation	1 111,	915,	900,	999,	993,	1 012,	1 019,	1 024,	0,4%	2,5%
Crédits de trésorerie	1 074,	889,	877,	977,	974,	993,	1 000,	1 003,	0,3%	2,6%
Comptes ordinaires débiteurs	38,	26,	22,	22,	19,	19,	20,	21,	7,5%	-5,0%
Crédit-bail	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Crédits à l'habitat	1 195,	1 033,	875,	725,	700,	672,	656,	642,	-2,1%	-11,4%
Autres crédits	25,	21,	0,	8,	7,	6,	6,	7,	16,3%	-13,6%
Collectivités locales	352,	512,	462,	424,	423,	403,	403,	383,	-4,9%	-9,7%
Crédits d'exploitation	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Crédits de trésorerie	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Comptes ordinaires débiteurs	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Crédits d'investissement	352,	512,	462,	424,	423,	403,	403,	383,	-4,9%	-9,7%
Crédits à l'équipement	352,	512,	462,	424,	423,	403,	403,	383,	-4,9%	-9,7%
Crédit-bail	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Crédits à l'habitat	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Autres crédits	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Autres agents de CCB non ventilés	8,	9,	26,	162,	164,	153,	151,	155,	2,6%	-4,1%
Total encours sain	3 279,	3 380,	3 205,	3 207,	3 253,	3 197,	3 179,	3 076,	-3,2%	-4,1%
Créances douteuses brutes	881,	790,	839,	730,	733,	677,	689,	717,	4,1%	-1,8%
Créances douteuses nettes	711,	689,	677,	631,	636,	581,	592,	623,	5,3%	-1,2%
dont entreprises	88,	100,	93,	79,	75,	73,	54,	55,	0,4%	-31,0%
dont ménages	352,	357,	360,	330,	322,	300,	321,	365,	13,6%	10,6%
Provisions	170,	101,	162,	99,	96,	96,	97,	93,	-3,6%	-5,4%
Total encours brut	4 160,	4 170,	4 045,	3 937,	3 986,	3 874,	3 867,	3 792,	-1,9%	-3,7%
Taux de créances douteuses	29,2%	23,1%	26,1%	25,0%	24,9%	24,1%	24,8%	26,7%	1,9pt	1,6pt
Taux de provisionnement	11,4%	0,0%	7,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0pt	0pt



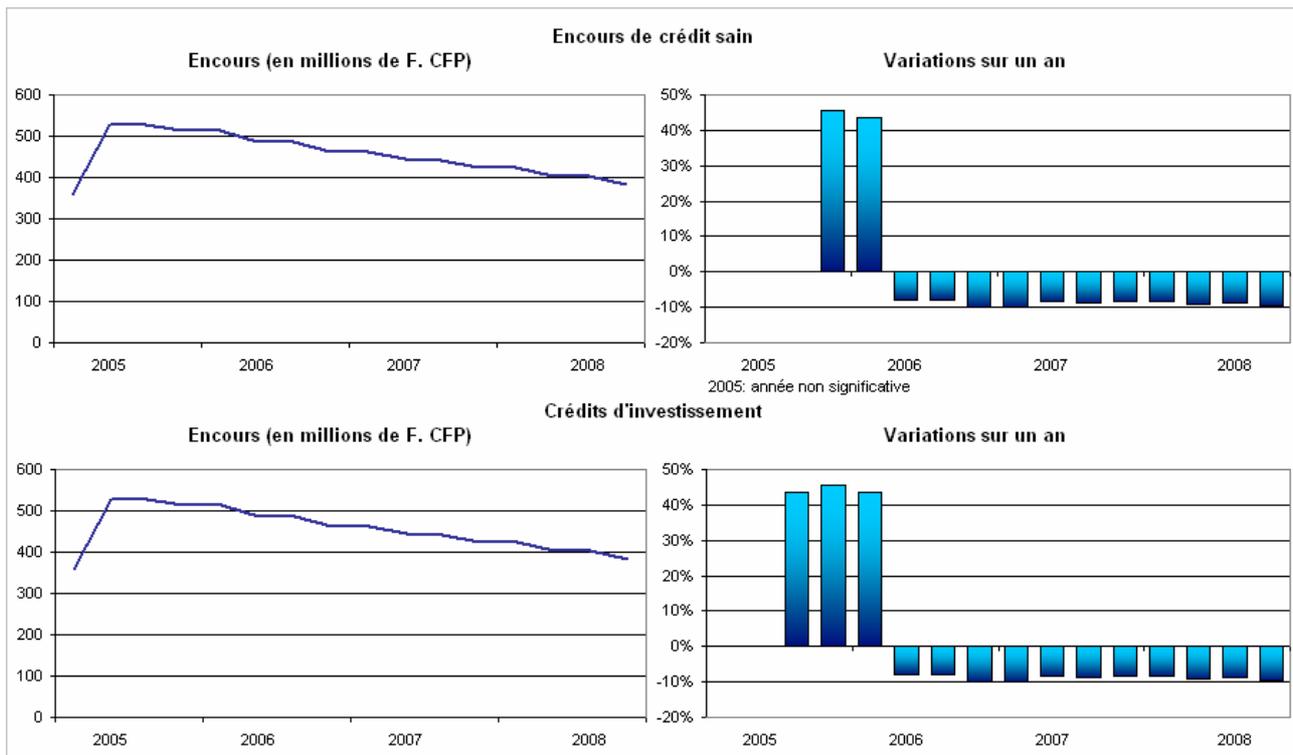
L'endettement des ménages



L'endettement des entreprises

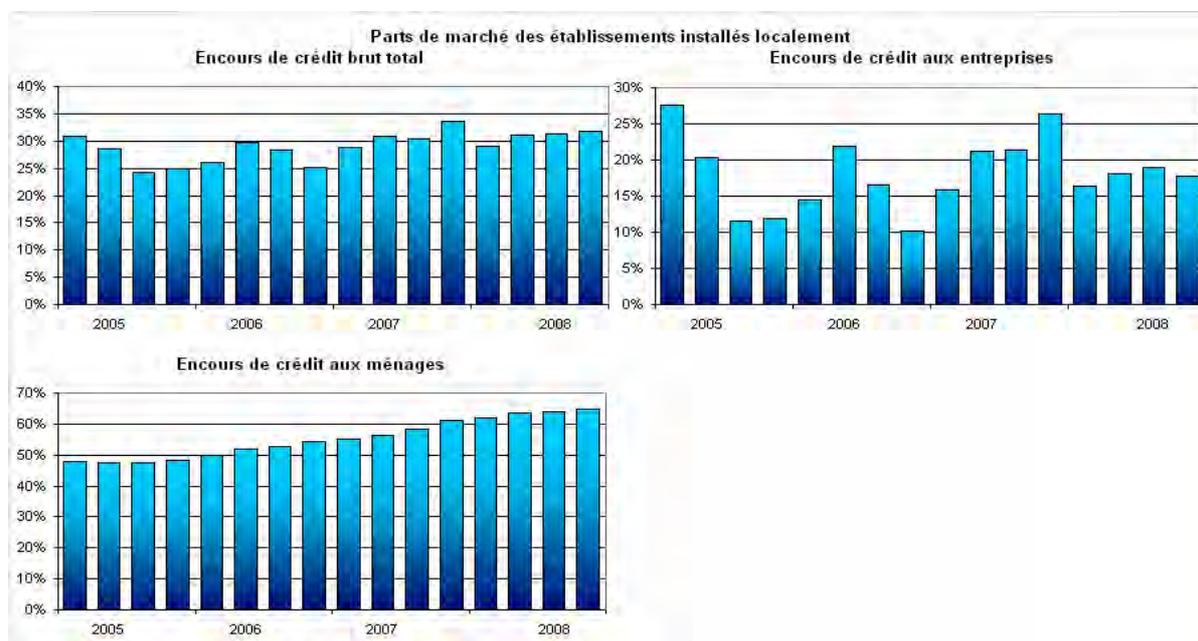


L'endettement des collectivités locales



4.2 Les passifs des établissements locaux

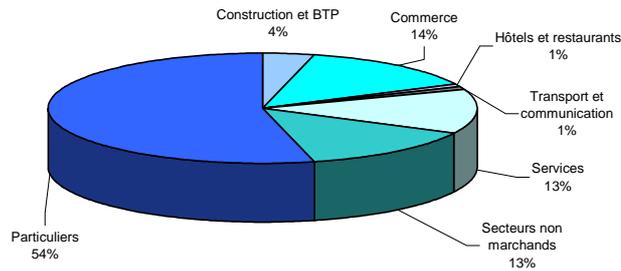
Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF								Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an
Entreprises	253,	186,	174,	249,	271,	291,	297,	256,	-13,7%	2,7%
Crédits d'exploitation	141,	90,	114,	139,	173,	184,	194,	161,	-17,0%	15,5%
<i>Créances commerciales</i>	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	15,		
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	141,	90,	114,	139,	173,	184,	194,	146,	-24,7%	4,9%
<i>Affecturage</i>	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Crédits d'investissement	90,	84,	47,	66,	61,	74,	73,	68,	-6,3%	4,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	90,	84,	47,	66,	61,	74,	73,	68,	-6,3%	4,0%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	31,	44,	33,	29,	27,	26,	24,	23,	-6,1%	-20,9%
<i>Crédit-bail</i>	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Crédits à l'habitat	12,	0,	0,	5,	0,	0,	0,	0,		-100,0%
Autres crédits	9,	12,	13,	40,	37,	34,	30,	27,	-10,4%	-31,2%
Ménages	1 122,	950,	967,	1 062,	1 054,	1 071,	1 076,	1 083,	0,7%	2,0%
Crédits à la consommation	1 111,	915,	900,	999,	993,	1 012,	1 019,	1 024,	0,4%	2,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 074,	889,	877,	977,	974,	993,	1 000,	1 003,	0,3%	2,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	38,	26,	22,	22,	19,	19,	20,	21,	7,5%	-5,0%
<i>Crédit-bail</i>	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
<i>Crédits à l'habitat</i>	6,	35,	67,	63,	61,	59,	57,	60,	4,9%	-5,8%
Autres crédits	5,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Collectivités locales	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Crédits d'exploitation	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Crédits d'investissement	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
<i>Crédits à l'équipement</i>	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
<i>Crédit-bail</i>	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Crédits à l'habitat	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Autres crédits	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,	0,		
Autres agents et CCB non ventilés	8,	9,	8,	6,	8,	10,	8,	24,	208,1%	280,2%
	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total encours sain	1 383,	1 145,	1 149,	1 318,	1 334,	1 372,	1 381,	1 363,	-1,3%	3,4%
Créances douteuses brutes	99,	119,	114,	99,	97,	97,	97,	94,	-3,2%	-5,2%
<i>Créances douteuses nettes</i>	18,	18,	9,	0,	1,	1,	0,	0,		131,8%
<i>dont entreprises</i>	6,	2,	1,	0,	0,	0,	0,	0,		
<i>dont ménages</i>	12,	16,	8,	0,	1,	1,	0,	0,		131,8%
<i>Provisions</i>	81,	101,	105,	99,	96,	96,	97,	93,	-3,6%	-5,4%
Total encours brut	1 483,	1 264,	1 263,	1 417,	1 430,	1 469,	1 478,	1 457,	-1,4%	2,8%
Taux de créances douteuses	6,7%	9,4%	9,0%	7,0%	6,8%	6,6%	6,6%	6,4%	-0,1 pt	-0,5 pt
Taux de provisionnement	81,6%	85,1%	92,3%	99,8%	99,3%	99,0%	100,0%	99,6%	-0,4 pt	-0,3 pt



5. Les engagements bancaires

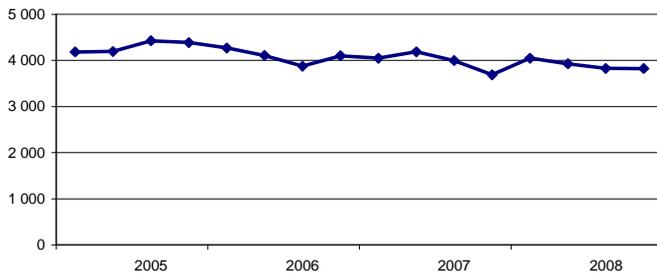
5.1 Les risques sectoriels

Répartition des risques sectoriels au 31 décembre 2008

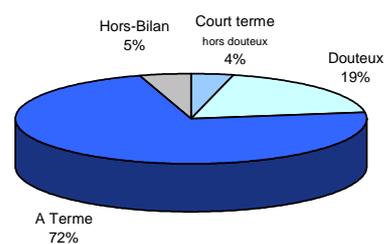


Evolution globale des risques déclarés au SCR (avec particuliers)

Encours en millions de F CFP

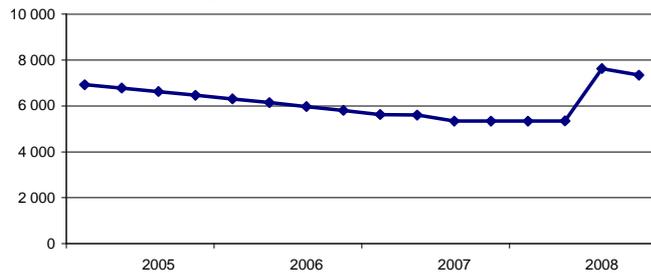


Structure en % au 31 décembre 2008

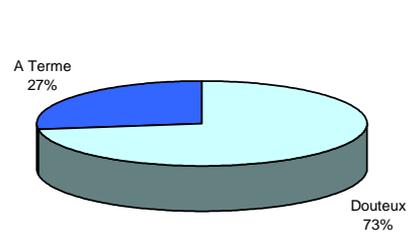


Agriculture, élevage, pêche et aquaculture

Encours en milliers de F CFP

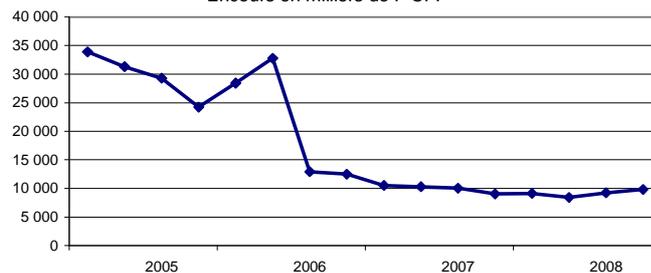


Structure en % au 31 décembre 2008

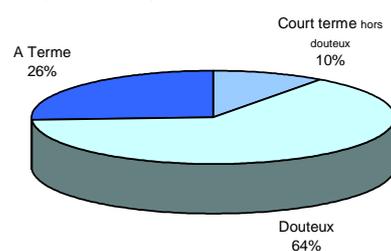


Industries

Encours en milliers de F CFP

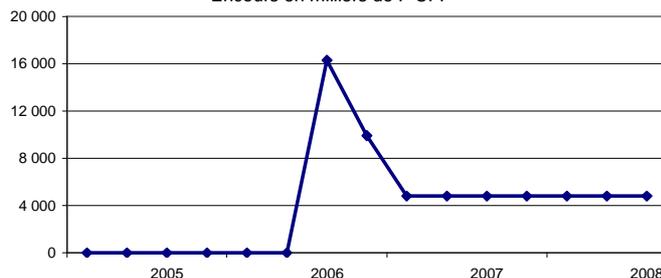


Structure en % au 31 décembre 2008

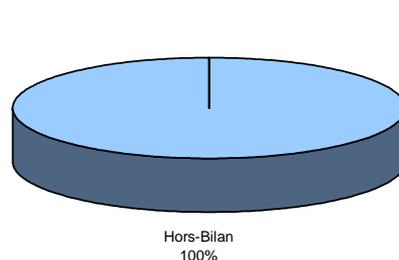


Production d'électricité, d'eau et de gaz

Encours en milliers de F CFP



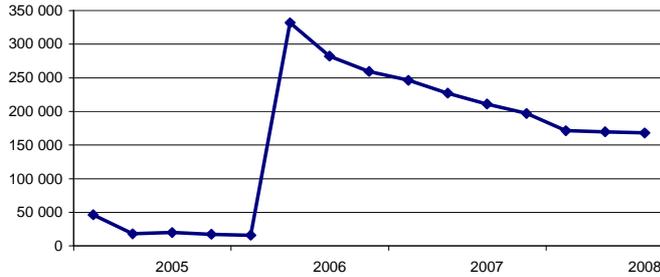
Structure en % au 31 décembre 2008



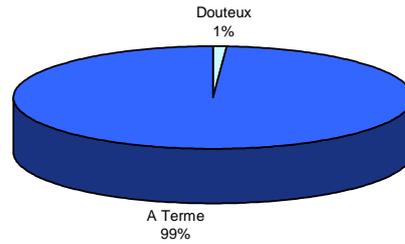
Conjoncture financière et bancaire

Construction et BTP

Encours en milliers de F CFP

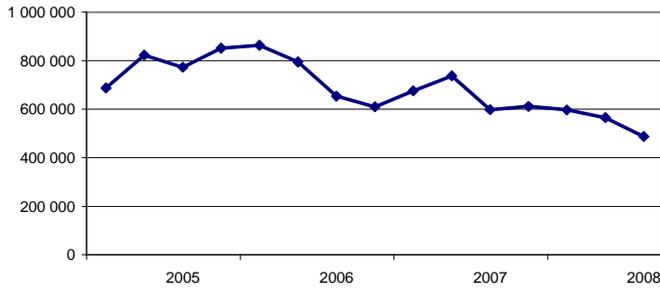


Structure en % au 31 décembre 2008

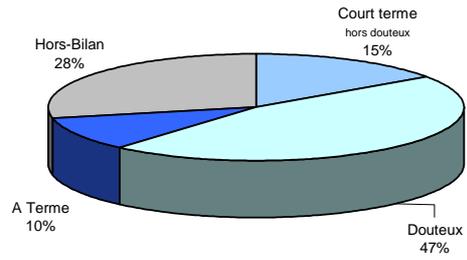


Commerce

Encours en milliers de F CFP

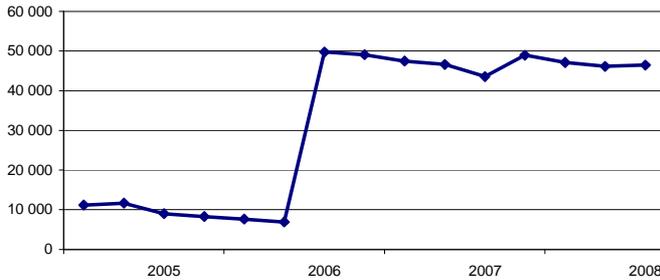


Structure en % au 31 décembre 2008

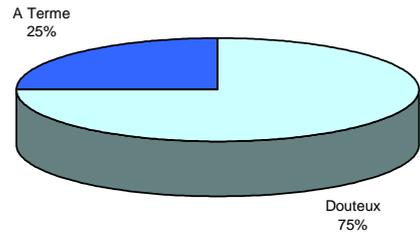


Hôtels et restaurants

Encours en milliers de F CFP

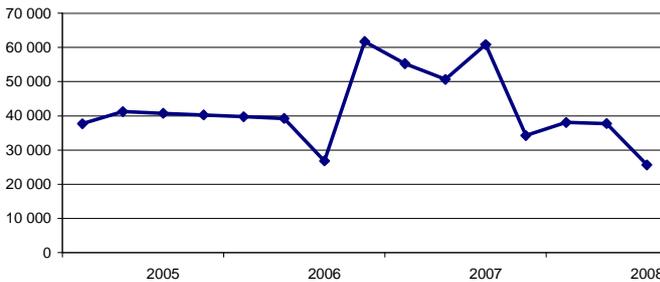


Structure en % au 31 décembre 2008

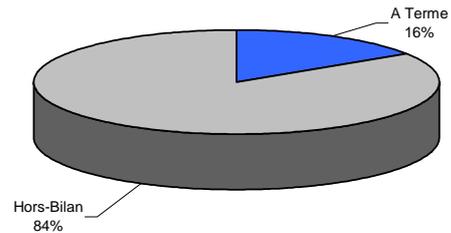


Transport et communication

Encours en milliers de F CFP

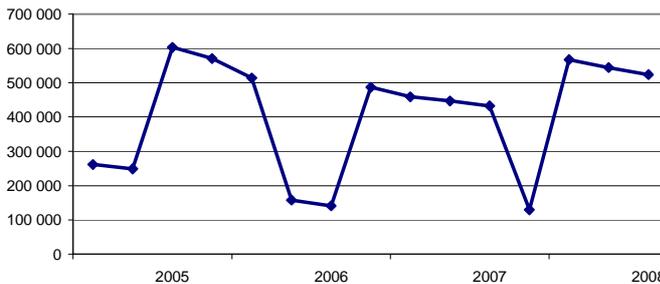


Structure en % au 31 décembre 2008

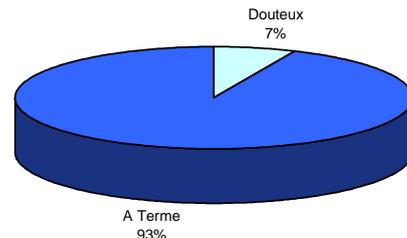


Services

Encours en milliers de F CFP

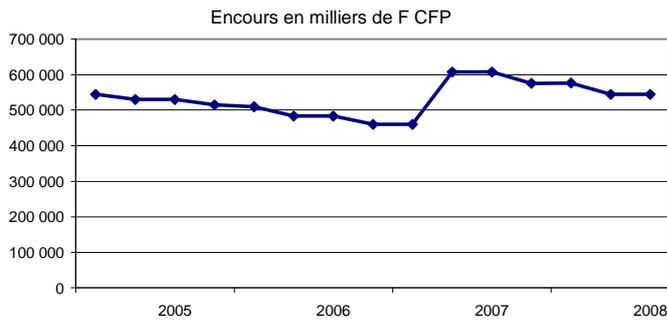


Structure en % au 31 décembre 2008

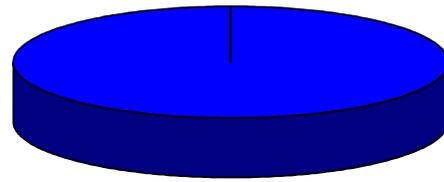


Conjoncture financière et bancaire

Secteurs non marchands

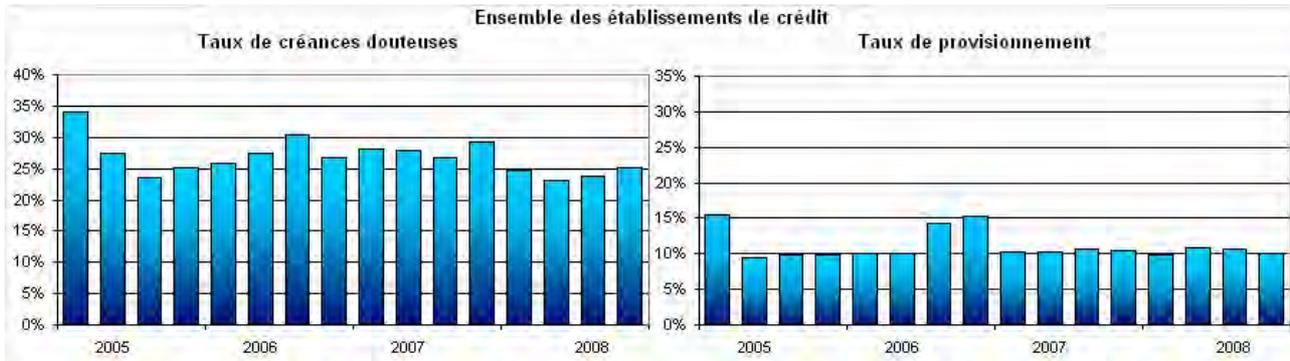
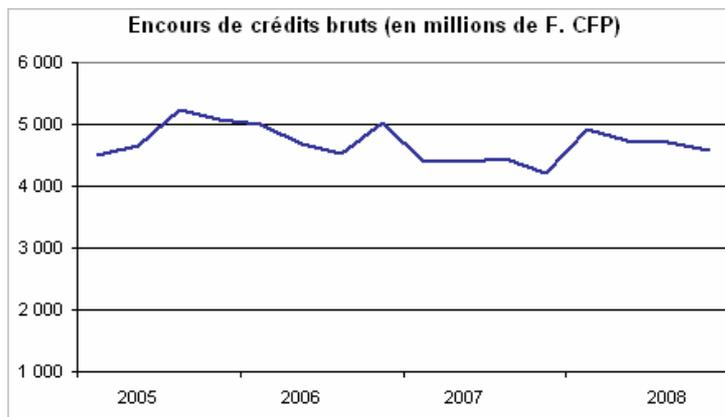


Structure en % au 31 décembre 2008



5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Indicateurs globaux

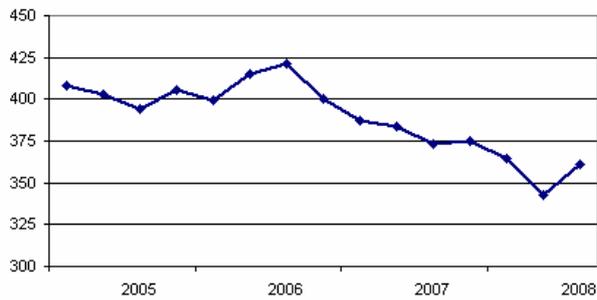


Conjoncture financière et bancaire

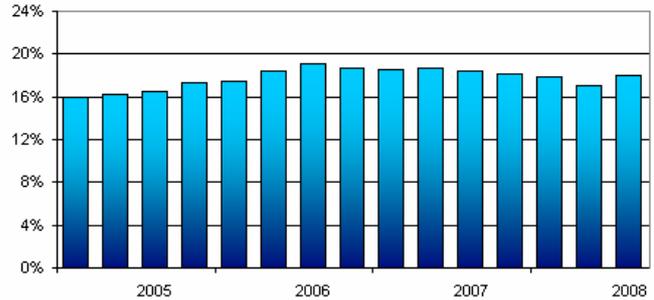
La vulnérabilité des ménages

Taux de créances douteuses brutes déclarés au SCR

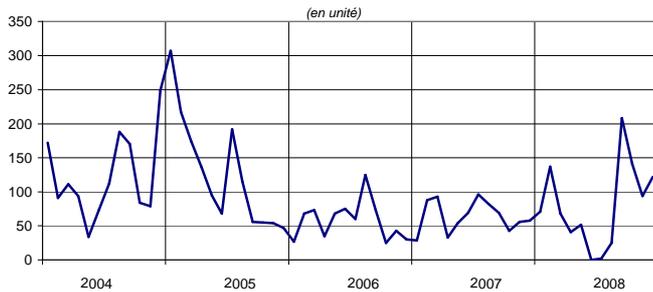
Encours des créances douteuses en millions de F CFP



Taux de créances douteuses

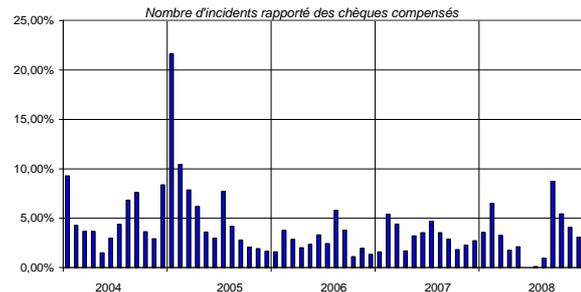


Incidents de paiement sur chèques



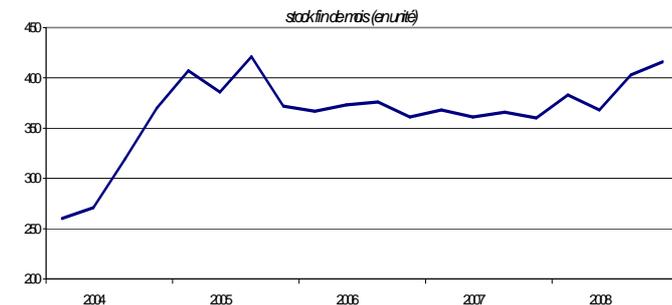
Source: IEUM

Taux de risque sur paiement sur chèques



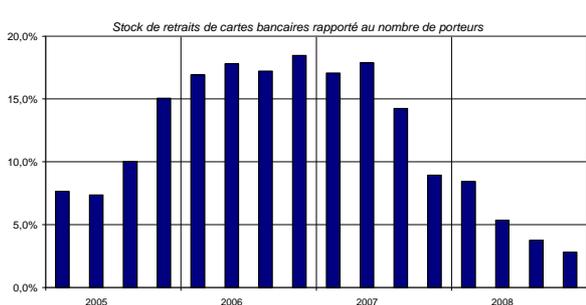
Source: IEOM

Personnes physiques interdites bancaires



Source: IEUM

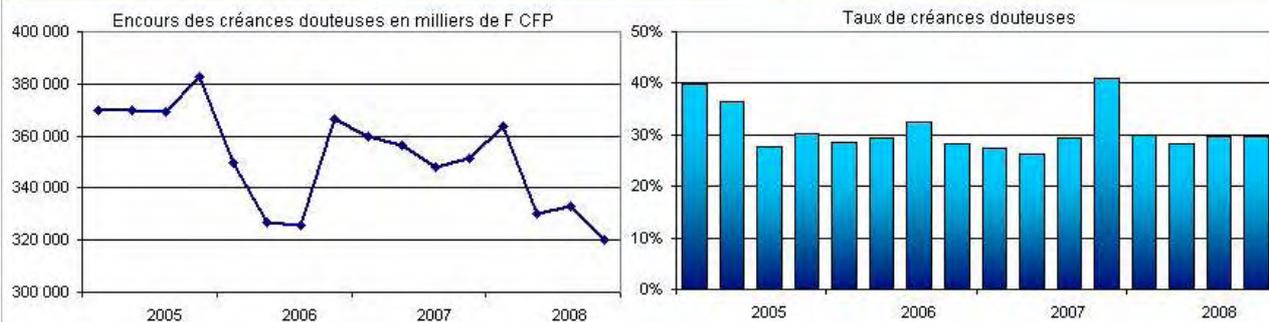
Taux de retraits sur cartes bancaires



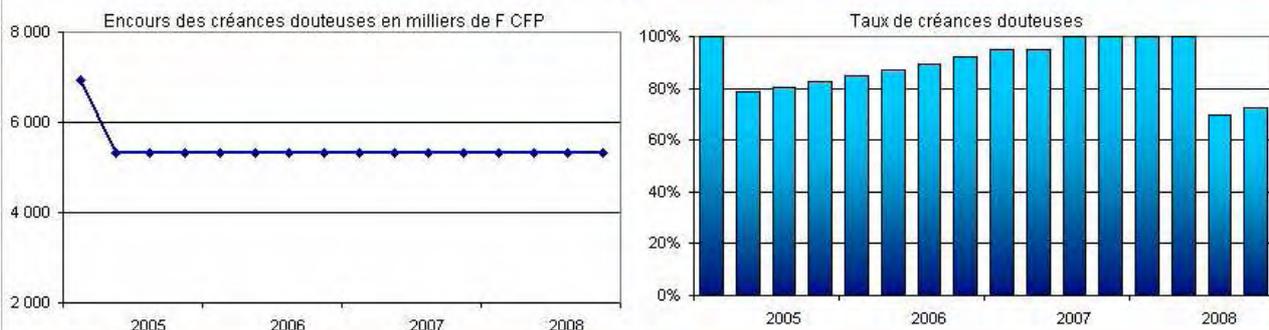
Source: IEOM

La vulnérabilité des entreprises

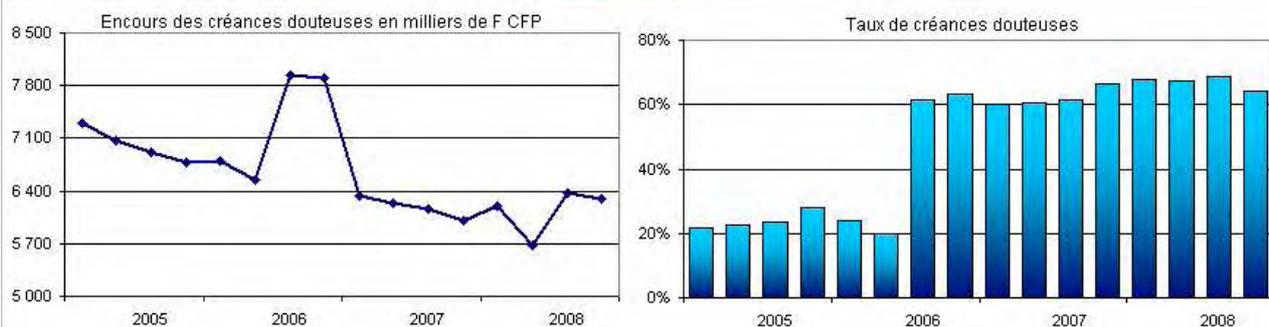
Taux de créances douteuses brutes déclarés au SCR



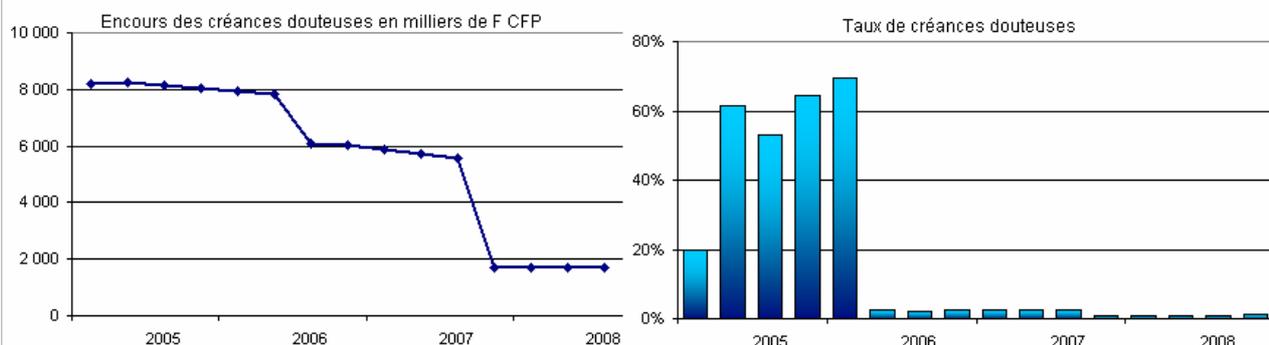
Agriculture, élevage, pêche et aquaculture



Industries

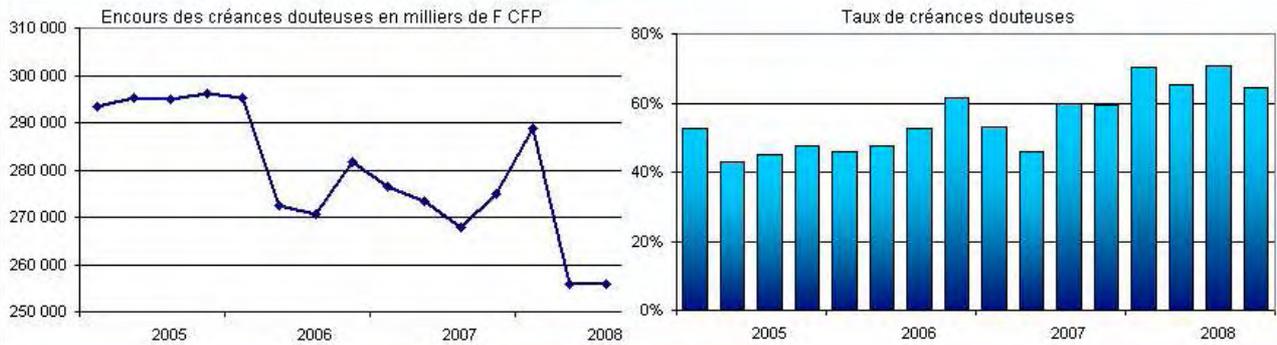


Construction et BTP

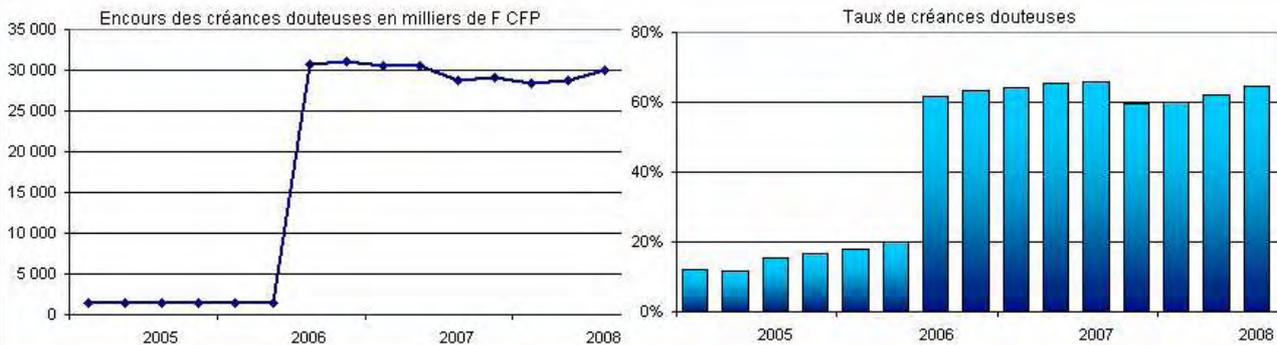


Conjoncture financière et bancaire

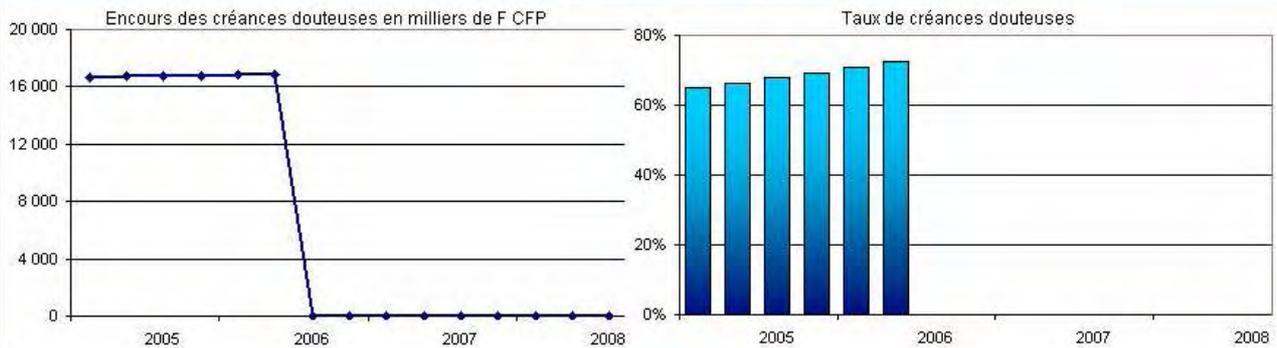
Commerce



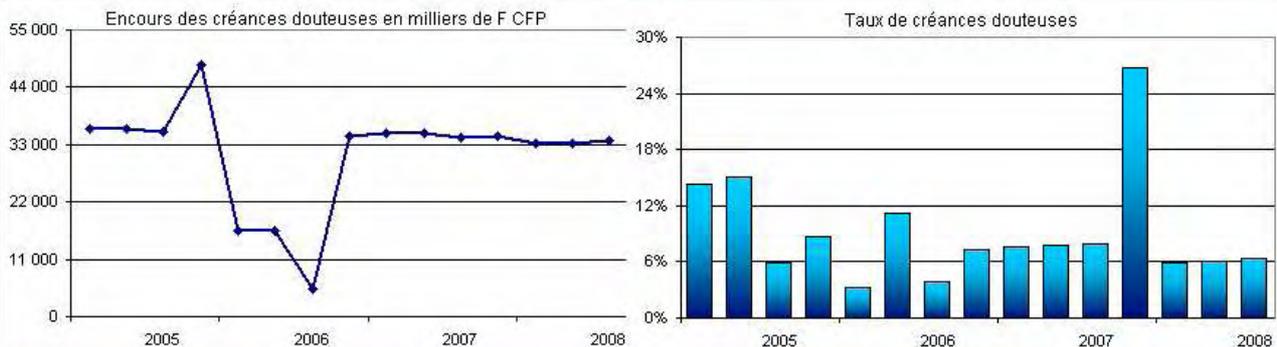
Hôtels et restaurants



Transport et communication



Services

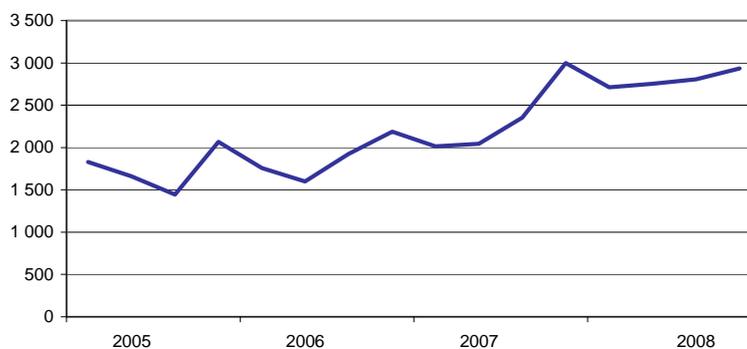


6. Le financement des crédits bancaires

L'équilibre emplois-ressources

Equilibre emplois-ressources	Montants en millions de XPF								Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an
Emplois	3 414	3 407	3 544	4 510	4 265	4 336	4 442	4 492	1,1%	-0,4%
Excédent des opérations diverses des EC	276	0	0	0	0	0	36	0	-100,0%	
Crédits bruts	1 483	1 264	1 263	1 417	1 430	1 469	1 478	1 457	-1,4%	2,8%
Réserves obligatoires et libres	111	76	95	97	123	115	123	103	-16,0%	6,6%
Position extérieure nette des EC	1 545	2 067	2 186	2 996	2 711	2 752	2 805	2 931	4,5%	-2,2%
Ressources	3 343	3 407	3 544	4 510	4 265	4 336	4 442	4 492	1,1%	-0,4%
Dépôts collectés (- encaisses)	2 714	2 751	2 831	3 711	3 502	3 605	3 739	3 687	-1,4%	-0,6%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	629	654	682	695	697	701	703	696	-1,0%	0,2%
Excédent des opérations diverses des EC	0	2	30	105	66	30	0	108		3,3%
Réescampte	0	0	0	0	0	0	0	0		
Position extérieure nette des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		

Position extérieure nette des EC (en millions de F. CFP)

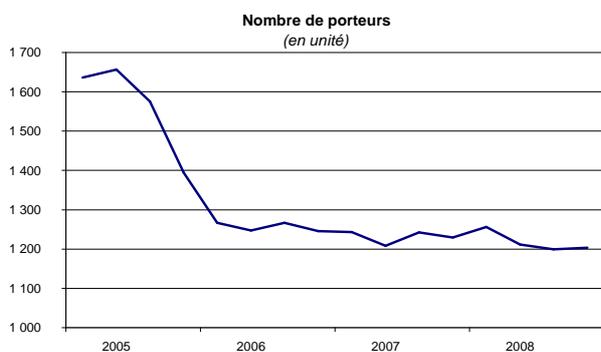


7. La monétique et les échanges de valeurs

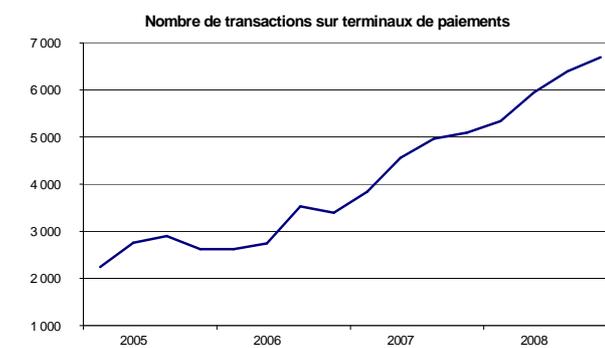
7.1 La monétique

Monétique	déc-05	déc-06	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	Variations	
								1 trim	1 an
Cartes bancaires									
Crate bleue	1 394	1 245	1 229	1 256	1 211	1 199	1 203	0,3%	-2,1%
Carte Jade	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cartes privatives	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre de cartes	1 394	1 245	1 229	1 256	1 211	1 199	1 203	0,3%	-2,1%
Terminal de paiements électronique									
Nombre de TPE	26	27	28	29	30	30	30	0,0%	7,1%
Nombre de transactions	2 622	3 395	5 093	5 335	5 949	6 398	6 695	4,6%	31,5%
Montants (milliers de XPF)	113 428	139 958	160 205	123 487	144 438	171 886	171 562	-0,2%	7,1%
Moyenne par transaction (milliers de XPF)	43	41	31	23	24	27	26	-4,6%	-18,5%
Machines de traitement mécanique									
Nombre de MTM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre de transactions	-	2	-	-	2	7	2	-71,4%	-
Montant (en milliers de XPF)	-	603	-	-	820	392	31	-92,1%	-
Moyenne par transaction (milliers de XPF)	-	302	-	-	410	56	16	-72,3%	-
Automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)									
Nombre d'automates	1	1	1	1	1	1	1	0,0%	0,0%
Nombre de retraits	7 703	7 650	8 038	7 828	7 231	8 236	7 931	-3,7%	-1,3%
Montants (milliers de XPF)	97 228	101 911	112 313	110 541	102 786	115 857	116 193	0,3%	3,5%
Moyenne par retrait (milliers de XPF)	13	13	14	14	14	14	15	4,1%	4,9%

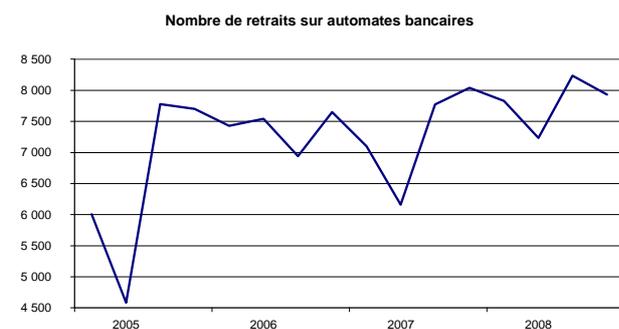
Conjoncture financière et bancaire



Source: Etablissement de crédit



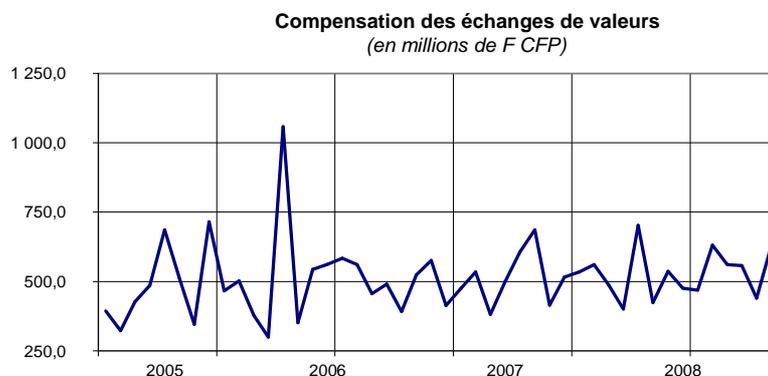
Source: Etablissement de crédit



Source: Etablissement de crédit

7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs								Variations	
	déc-05	déc-06	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	1 trim	1 an
En nombre	5 256	4 531	4 790	4 429	4 321	4 646	6 716	44,6%	40,2%
Chèques	2 734	2 100	2 077	2 075	1 902	2 287	3 912	71,1%	88,3%
Virements	2 407	2 311	2 672	2 327	2 375	2 263	2 764	22,1%	3,4%
Effets	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	115	120	41	27	44	96	40	-58,3%	-2,4%
En millions de F CFP	502,1	524,8	560,2	702,8	476,1	560,6	629,4	12,3%	12,4%
Chèques	228,1	222,0	249,2	399,3	247,1	265,1	293,0	10,5%	17,6%
Virements	271,4	300,4	308,9	302,7	224,3	293,5	334,0	13,8%	8,1%
Effets	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	2,7	2,5	2,1	0,8	4,7	1,9	2,4	23,7%	15,0%



Conjoncture financière et bancaire

8. Rappel des taux

8.1 Les taux d'intérêt légal

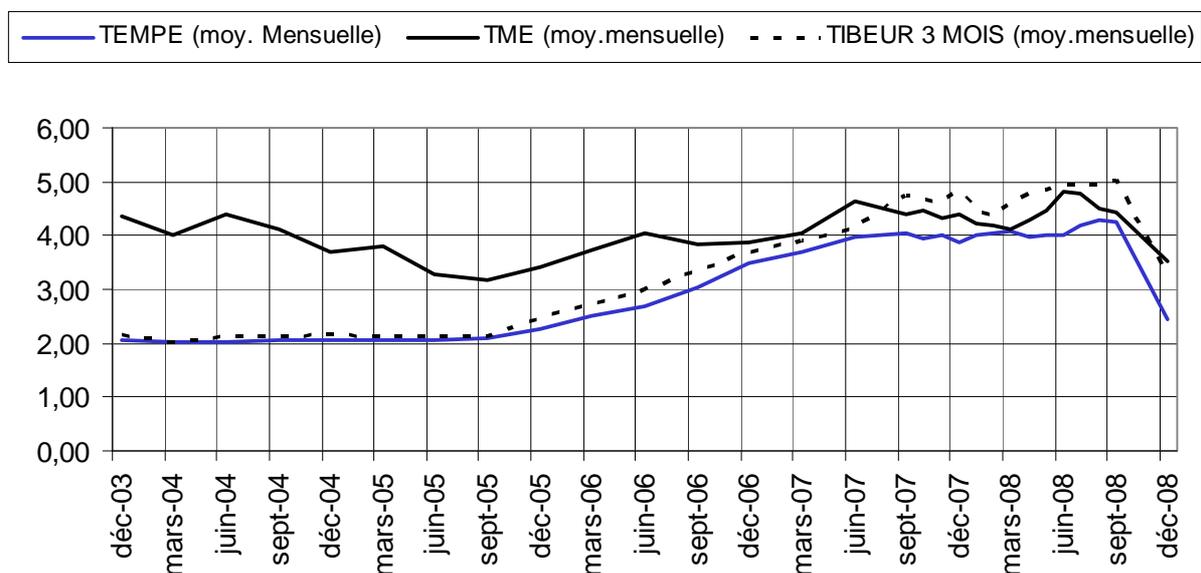
| Année |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|
| 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
| 3,87% | 3,36% | 3,47% | 2,74% | 4,26% | 4,26% | 3,29% | 2,27% | 2,05% | 2,11% | 2,95% | 3,99% |

8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

<i>Taux de l'IEOM</i>	2nd Trim. 2008	3ème Trim. 2008	4ème Trim. 2008	1er Trim. 2009
Taux de la facilité de dépôt	2,00% (4)	2,00%	2,25% (9)	1,50% (12)
Taux de l'escompte de chèques	5,00% (2)	5,25% (6)	3,00% (11)	2,50% (13)
Taux de la facilité de prêt marginal	5,00% (2)	5,25% (6)	3,00% (11)	2,50% (13)
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	3,00% (3)	3,00%	2,75% (10)	2,00% (12)
<i>Taux plafond</i>	5,75%	5,75%	5,50% (10)	4,75% (12)
Taux de réescompte des Prêts bancaires au logement- PBL	3,00% (1)	3,00%	3,00%	3,00%
<i>Taux plafond (taux SGFGAS)</i>	6,45%-6,90% (5)	6,8%-7,25% (7)	7,00%-7,45% (8)	7,00%-7,45%

(1) à compter du 01/08/1996 (4) à compter du 20/11/2007 (7) à compter du 01/08/2008 (10) à compter du 14/10/2008
 (2) à compter du 13/06/2007 (5) à compter du 01/05/2008 (8) à compter du 01/10/2008 (11) à compter du 10/12/2008
 (3) à compter du 20/11/2007 (6) à compter du 09/07/2008 (9) à compter du 10/10/2008 (12) à compter du 16/12/2008
 (13) à compter du 11/03/2009

8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'Etat à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

Conjoncture financière et bancaire

8.4 Taux de l'usure

PRÊTS AUX PARTICULIERS

Seuils de l'usure	2ème Trim. 2008	3ème Trim. 2008	4ème Trim. 2008	1er Trim. 2009
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	7,25%	7,31%	7,36%	7,80%
- Prêts à taux variable	7,16%	7,19%	7,46%	7,80%
- Prêts à taux relais	7,25%	7,24%	7,53%	7,72%
Autres prêts				
- Prêts d'un montant < ou = à 181 920 F CFP (1)	20,60%	20,76%	21,09%	21,32%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	20,48%	20,51%	20,72%	21,11%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181 920 F CFP	9,60%	9,68%	9,77%	9,92%

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

PRÊTS AUX PERSONNES MORALES N'AYANT PAS D'ACTIVITE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE,

Seuils de l'usure	2nd Trim. 2008	3ème Trim. 2008	4ème Trim. 2008	1er Trim. 2009
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,39%	11,31%	11,35%	11,51%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	7,39%	7,47%	9,24%	9,04%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	7,73%	7,76%	8,15%	8,56%
- Découverts en compte (2)	14,29%	14,25%	14,17%	14,55%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	9,84%	9,68%	10,27%	10,45%

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une

Seuils de l'usure	2nd Trim. 2008	3ème Trim. 2008	4ème Trim. 2008	1er Trim. 2009
- Découverts en compte (3)	14,29%	14,25%	14,17%	14,55%

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels.

Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans le territoire sont des banques commerciales calédoniennes (SGCB, BNC, BCI, BNPNC, CEPNC) et des Institutions Financières Spécialisées : AFD et BEI.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Conjoncture financière et bancaire

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Agriculture, élevage et pêche	011A à 020B
Industrie	101Z à 372Z
Eau/Energie	401A à 410Z
BTP	451A à 454M
Commerce	501Z à 527H
Hôtellerie et restauration	551A à 555D
Transports et communications	601Z à 642D
Services	455Z, 651A à 671E, 701A à 748 A, 851 C à K, 852Z à 853K, 900A à G, 921A à J, 922 A à 970Z
Secteur non marchand	751A à 753C, 801Z à 803Z, 851A, 851L, 911A à 913E, 990Z

Directeur de la publication : Y.BARROUX
Responsable de la rédaction : M. Raymond COFFRE
Editeur : IEOM
Achevé d'imprimer le 2 mars 2009
Dépôt légal : mars 2009- n° ISSN : 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
AGENCE DE WALLIS ET FUTUNA
BP G5 Mata'Utu 98600 UVEA
Territoire des îles Wallis et Futuna
Téléphone : (681)72 25 05 – Télécopie : 72 20 03
e-mail : agence@ieomwf.fr
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

5, rue Roland Barthes
75598 PARIS CEDEX 12
tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@wallis.co.nc
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03